

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

STATUTES OF CANADA 1997

LOIS DU CANADA (1997)

CHAPTER 1

CHAPITRE 1

An Act to amend the Divorce Act, the Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act, the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and the Canada Shipping Act

Loi modifiant la Loi sur le divorce, la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales, la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et la Loi sur la marine marchande du Canada

BILL C-41

ASSENTED TO 19th FEBRUARY, 1997

PROJET DE LOI C-41

SANCTIONNÉ LE 19 FÉVRIER 1997

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “An Act to amend the Divorce Act, the Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act, the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and the Canada Shipping Act”.

SUMMARY

This enactment establishes a framework for the use of child support guidelines in applications for child support under the *Divorce Act*.

Among the more important amendments to the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* are amendments to add Revenue Canada databanks to the information banks that can be searched to locate persons in default of family support obligations and to create a scheme under that Act for the denial of certain federal licences to further assist in the enforcement of family support obligations.

Among the more important amendments to the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act* are amendments that remove the requirement to submit a notice of intention to garnishee before serving a garnishee summons and amendments to expand the scope of federal pension diversion in arrears situations.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur le divorce, la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales, la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et la Loi sur la marine marchande du Canada ».

SOMMAIRE

Le texte établit un cadre pour l'utilisation des lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants applicables aux demandes de pensions alimentaires présentées au titre de la *Loi sur le divorce*.

Parmi les modifications les plus importantes apportées à la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* figurent celles permettant la consultation des fichiers régis par Revenu Canada afin de retrouver les personnes qui ne remplissent pas leurs obligations alimentaires familiales et celles créant un régime en matière de refus d'autorisations fédérales afin de faciliter l'exécution de telles obligations.

Parmi les modifications les plus importantes apportées à la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions* figurent celles supprimant l'obligation de transmettre un avis d'intention de pratiquer une saisie-arrêt avant la signification du bref de saisie-arrêt et celles permettant d'étendre le champ d'application de la distraction de pensions fédérales lorsqu'il y a des arrrages.

45-46 ELIZABETH II

45-46 ELIZABETH II

CHAPTER 1

CHAPITRE 1

An Act to amend the Divorce Act, the Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act, the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and the Canada Shipping Act

Loi modifiant la Loi sur le divorce, la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales, la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et la Loi sur la marine marchande du Canada

[Assented to 19th February, 1997]

[Sanctionnée le 19 février 1997]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 3 (2nd Supp.); R.S., c. 27 (2nd Supp.); 1990, c. 18; 1992, c. 51; 1993, cc. 8, 28

Divorce Act

1. (1) The definitions “corollary relief proceeding”, “divorce proceeding” and “support order” in subsection 2(1) of the *Divorce Act* are replaced by the following:

“corollary relief proceeding”
« action en mesures accessoires »

“corollary relief proceeding” means a proceeding in a court in which either or both former spouses seek a child support order, a spousal support order or a custody order;

“divorce proceeding”
« action en divorce »

“divorce proceeding” means a proceeding in a court in which either or both spouses seek a divorce alone or together with a child support order, a spousal support order or a custody order;

“support order”
« ordonnance alimentaire »

“support order” means a child support order or a spousal support order;

Loi sur le divorce

1. (1) Les définitions de « action en divorce », « action en mesures accessoires » et « ordonnance alimentaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le divorce*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

L.R., ch. 3, (2^e suppl.); L.R., ch. 27 (2^e suppl.); 1990, ch. 18; 1992, ch. 51; 1993, ch. 8, 28

« action en divorce » Action exercée devant un tribunal par l'un des époux ou conjointement par eux en vue d'obtenir un divorce assorti ou non d'une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant, d'une ordonnance alimentaire au profit d'un époux ou d'une ordonnance de garde.

« action en divorce »
“divorce proceeding”

« action en mesures accessoires » Action exercée devant un tribunal par l'un des ex-époux ou conjointement par eux en vue d'obtenir une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant, une ordonnance alimentaire au profit d'un époux ou une ordonnance de garde.

« action en mesures accessoires »
“corollary relief proceeding”

« ordonnance alimentaire » Ordonnance alimentaire au profit d'un enfant ou ordonnance alimentaire au profit d'un époux.

« ordonnance alimentaire »
“support order”

(2) Paragraphs (a) and (b) of the definition “child of the marriage” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

(a) is under the age of majority and who has not withdrawn from their charge, or

(b) is the age of majority or over and under their charge but unable, by reason of illness, disability or other cause, to withdraw from their charge or to obtain the necessities of life;

(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“age of majority”, in respect of a child, means the age of majority as determined by the laws of the province where the child ordinarily resides, or, if the child ordinarily resides outside of Canada, eighteen years of age;

“applicable guidelines” means

(a) where both spouses or former spouses are ordinarily resident in the same province at the time an application for a child support order or a variation order in respect of a child support order is made, or the amount of a child support order is to be recalculated pursuant to section 25.1, and that province has been designated by an order made under subsection (5), the laws of the province specified in the order, and

(b) in any other case, the Federal Child Support Guidelines;

“child support order” means an order made under subsection 15.1(1);

“Federal Child Support Guidelines” means the guidelines made under section 26.1;

(2) Les alinéas a) et b) de la définition de « enfant à charge », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

a) il n’est pas majeur et est à leur charge;

b) il est majeur et est à leur charge, sans pouvoir, pour cause notamment de maladie ou d’invalidité, cesser d’être à leur charge ou subvenir à ses propres besoins.

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« lignes directrices applicables » S’entend :

a) dans le cas où les époux ou les ex-époux résident habituellement, à la date à laquelle la demande d’ordonnance alimentaire au profit d’un enfant ou la demande modificative de celle-ci est présentée ou à la date à laquelle le nouveau montant de l’ordonnance alimentaire au profit d’un enfant doit être fixée sous le régime de l’article 25.1, dans la même province — qui est désignée par un décret pris en vertu du paragraphe (5) —, des textes législatifs de celle-ci précisés dans le décret;

b) dans les autres cas, des lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.

« lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants » Les lignes directrices établies en vertu de l’article 26.1.

« majeur » Est majeur l’enfant qui a atteint l’âge de la majorité selon le droit de la province où il réside habituellement ou, s’il réside habituellement à l’étranger, dix-huit ans.

“age of majority”
« majeur »

“applicable guidelines”
« lignes directrices applicables »

“child support order”
« ordonnance alimentaire au profit d’un enfant »

“Federal Child Support Guidelines”
« lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants »

« lignes directrices applicables »
“applicable guidelines”

« lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants »
“Federal Child Support Guidelines”

« majeur »
“age of majority”

“provincial child support service”
« *service provinciale des aliments pour enfants* »

“provincial child support service” means any service, agency or body designated in an agreement with a province under subsection 25.1(1);

« ordonnance alimentaire au profit d’un enfant » Ordonnance rendue en vertu du paragraphe 15.1(1).

« ordonnance alimentaire au profit d’un enfant »
“*child support order*”

“spousal support order”
« *ordonnance alimentaire au profit d’un époux* »

“spousal support order” means an order made under subsection 15.2(1);

« ordonnance alimentaire au profit d’un époux » Ordonnance rendue en vertu du paragraphe 15.2(1).

« ordonnance alimentaire au profit d’un époux »
“*spousal support order*”

« service provincial des aliments pour enfants » Administration, organisme ou service désignés dans un accord conclu avec une province en vertu de l’article 25.1.

« service provincial des aliments pour enfants »
“*provincial child support service*”

(4) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Provincial child support guidelines

(5) The Governor in Council may, by order, designate a province for the purposes of the definition “applicable guidelines” in subsection (1) if the laws of the province establish comprehensive guidelines for the determination of child support that deal with the matters referred to in section 26.1. The order shall specify the laws of the province that constitute the guidelines of the province.

(5) Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner une province pour l’application de la définition de « lignes directrices applicables » au paragraphe (1) si la province a établi, relativement aux aliments pour enfants, des lignes directrices complètes qui traitent des questions visées à l’article 26.1. Le décret mentionne les textes législatifs qui constituent les lignes directrices de la province.

Lignes directrices provinciales sur les aliments pour les enfants

Amendments included

(6) The guidelines of a province referred to in subsection (5) include any amendments made to them from time to time.

(6) Les lignes directrices de la province comprennent leurs modifications éventuelles.

Modifications

1.1 Paragraph 11(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) to satisfy itself that reasonable arrangements have been made for the support of any children of the marriage, having regard to the applicable guidelines, and, if such arrangements have not been made, to stay the granting of the divorce until such arrangements are made; and

1.1 L’alinéa 11(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de s’assurer de la conclusion d’arrangements raisonnables pour les aliments des enfants à charge eu égard aux lignes directrices applicables et, en l’absence de tels arrangements, de surseoir au prononcé du divorce jusqu’à leur conclusion;

2. Section 15 of the Act is replaced by the following:

2. L’article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Interpretation

Definition of "spouse"

15. In sections 15.1 to 16, "spouse" has the meaning assigned by subsection 2(1), and includes a former spouse.

Child Support Orders

Child support order

15.1 (1) A court of competent jurisdiction may, on application by either or both spouses, make an order requiring a spouse to pay for the support of any or all children of the marriage.

Interim order

(2) Where an application is made under subsection (1), the court may, on application by either or both spouses, make an interim order requiring a spouse to pay for the support of any or all children of the marriage, pending the determination of the application under subsection (1).

Guidelines apply

(3) A court making an order under subsection (1) or an interim order under subsection (2) shall do so in accordance with the applicable guidelines.

Terms and conditions

(4) The court may make an order under subsection (1) or an interim order under subsection (2) for a definite or indefinite period or until a specified event occurs, and may impose terms, conditions or restrictions in connection with the order or interim order as it thinks fit and just.

Court may take agreement, etc., into account

(5) Notwithstanding subsection (3), a court may award an amount that is different from the amount that would be determined in accordance with the applicable guidelines if the court is satisfied

(a) that special provisions in an order, a judgment or a written agreement respecting the financial obligations of the spouses, or the division or transfer of their property, directly or indirectly benefit a child, or that special provisions have otherwise been made for the benefit of a child; and

(b) that the application of the applicable guidelines would result in an amount of child support that is inequitable given those special provisions.

Définition

15. Aux articles 15.1 à 16, « époux » s'entend au sens du paragraphe 2(1) et, en outre, d'un ex-époux.

Ordonnances alimentaires au profit d'un enfant

Définition de « époux »

15.1 (1) Sur demande des époux ou de l'un d'eux, le tribunal compétent peut rendre une ordonnance enjoignant à un époux de verser une prestation pour les aliments des enfants à charge ou de l'un d'eux.

Ordonnance alimentaire au profit d'un enfant

(2) Sur demande des époux ou de l'un d'eux, le tribunal peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant à un époux de verser, dans l'attente d'une décision sur la demande visée au paragraphe (1), une prestation pour les aliments des enfants à charge ou de l'un d'eux.

Ordonnance provisoire

(3) Le tribunal qui rend une ordonnance ou une ordonnance provisoire la rend conformément aux lignes directrices applicables.

Application des lignes directrices applicables

(4) La durée de validité de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue par le tribunal au titre du présent article peut être déterminée ou indéterminée ou dépendre d'un événement précis; elle peut être assujettie aux modalités ou aux restrictions que le tribunal estime justes et appropriées.

Modalités

(5) Par dérogation au paragraphe (3), le tribunal peut fixer un montant différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables s'il est convaincu, à la fois :

Ententes, ordonnances, jugements, etc.

a) que des dispositions spéciales d'un jugement, d'une ordonnance ou d'une entente écrite relatif aux obligations financières des époux ou au partage ou au transfert de leurs biens accordent directement ou indirectement un avantage à un enfant pour qui les aliments sont demandés, ou que des dispositions spéciales ont été prises pour lui accorder autrement un avantage;

b) que le montant déterminé conformément aux lignes directrices applicables serait inéquitable eu égard à ces dispositions.

Reasons	<p>(6) Where the court awards, pursuant to subsection (5), an amount that is different from the amount that would be determined in accordance with the applicable guidelines, the court shall record its reasons for having done so.</p>	<p>(6) S'il fixe, au titre du paragraphe (5), un montant qui est différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables, le tribunal enregistre les motifs de sa décision.</p>	Motifs
Consent orders	<p>(7) Notwithstanding subsection (3), a court may award an amount that is different from the amount that would be determined in accordance with the applicable guidelines on the consent of both spouses if it is satisfied that reasonable arrangements have been made for the support of the child to whom the order relates.</p>	<p>(7) Par dérogation au paragraphe (3), le tribunal peut, avec le consentement des époux, fixer un montant qui est différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables s'il est convaincu que des arrangements raisonnables ont été conclus pour les aliments de l'enfant visé par l'ordonnance.</p>	Consentement des époux
Reasonable arrangements	<p>(8) For the purposes of subsection (7), in determining whether reasonable arrangements have been made for the support of a child, the court shall have regard to the applicable guidelines. However, the court shall not consider the arrangements to be unreasonable solely because the amount of support agreed to is not the same as the amount that would otherwise have been determined in accordance with the applicable guidelines.</p>	<p>(8) Pour l'application du paragraphe (7), le tribunal tient compte des lignes directrices applicables pour déterminer si les arrangements sont raisonnables. Toutefois, les arrangements ne sont pas déraisonnables du seul fait que le montant sur lequel les conjoints s'entendent est différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables.</p>	Arrangements raisonnables
<i>Spousal Support Orders</i>		<i>Ordonnances alimentaires au profit d'un époux</i>	
Spousal support order	<p>15.2 (1) A court of competent jurisdiction may, on application by either or both spouses, make an order requiring a spouse to secure or pay, or to secure and pay, such lump sum or periodic sums, or such lump sum and periodic sums, as the court thinks reasonable for the support of the other spouse.</p>	<p>15.2 (1) Sur demande des époux ou de l'un d'eux, le tribunal compétent peut rendre une ordonnance enjoignant à un époux de garantir ou de verser, ou de garantir et de verser, la prestation, sous forme de capital, de pension ou des deux, qu'il estime raisonnable pour les aliments de l'autre époux.</p>	Ordonnance alimentaire au profit d'un époux
Interim order	<p>(2) Where an application is made under subsection (1), the court may, on application by either or both spouses, make an interim order requiring a spouse to secure or pay, or to secure and pay, such lump sum or periodic sums, or such lump sum and periodic sums, as the court thinks reasonable for the support of the other spouse, pending the determination of the application under subsection (1).</p>	<p>(2) Sur demande des époux ou de l'un d'eux, le tribunal peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant à un époux de garantir ou de verser, ou de garantir et de verser, dans l'attente d'une décision sur la demande visée au paragraphe (1), la prestation, sous forme de capital, de pension ou des deux, qu'il estime raisonnable pour les aliments de l'autre époux.</p>	Ordonnance provisoire
Terms and conditions	<p>(3) The court may make an order under subsection (1) or an interim order under subsection (2) for a definite or indefinite period or until a specified event occurs, and may impose terms, conditions or restrictions in connection with the order as it thinks fit and just.</p>	<p>(3) La durée de validité de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue par le tribunal au titre du présent article peut être déterminée ou indéterminée ou dépendre d'un événement précis; elle peut être assujettie aux modalités ou aux restrictions que le tribunal estime justes et appropriées.</p>	Modalités

Factors

(4) In making an order under subsection (1) or an interim order under subsection (2), the court shall take into consideration the condition, means, needs and other circumstances of each spouse, including

- (a) the length of time the spouses cohabited;
- (b) the functions performed by each spouse during cohabitation; and
- (c) any order, agreement or arrangement relating to support of either spouse.

(4) En rendant une ordonnance ou une ordonnance provisoire au titre du présent article, le tribunal tient compte des ressources, des besoins et, d'une façon générale, de la situation de chaque époux, y compris :

- a) la durée de la cohabitation des époux;
- b) les fonctions qu'ils ont remplies au cours de celle-ci;
- c) toute ordonnance, toute entente ou tout arrangement alimentaire au profit de l'un ou l'autre des époux.

Facteurs

Spousal misconduct

(5) In making an order under subsection (1) or an interim order under subsection (2), the court shall not take into consideration any misconduct of a spouse in relation to the marriage.

(5) En rendant une ordonnance ou une ordonnance provisoire au titre du présent article, le tribunal ne tient pas compte des fautes commises par l'un ou l'autre des époux relativement au mariage.

Fautes du conjoint

Objectives of spousal support order

(6) An order made under subsection (1) or an interim order under subsection (2) that provides for the support of a spouse should

- (a) recognize any economic advantages or disadvantages to the spouses arising from the marriage or its breakdown;
- (b) apportion between the spouses any financial consequences arising from the care of any child of the marriage over and above any obligation for the support of any child of the marriage;
- (c) relieve any economic hardship of the spouses arising from the breakdown of the marriage; and
- (d) in so far as practicable, promote the economic self-sufficiency of each spouse within a reasonable period of time.

(6) L'ordonnance ou l'ordonnance provisoire rendue pour les aliments d'un époux au titre du présent article vise :

- a) à prendre en compte les avantages ou les inconvénients économiques qui découlent, pour les époux, du mariage ou de son échec;
- b) à répartir entre eux les conséquences économiques qui découlent du soin de tout enfant à charge, en sus de toute obligation alimentaire relative à tout enfant à charge;
- c) à remédier à toute difficulté économique que l'échec du mariage leur cause;
- d) à favoriser, dans la mesure du possible, l'indépendance économique de chacun d'eux dans un délai raisonnable.

Objectifs de l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux

Priority

Priority to child support

15.3 (1) Where a court is considering an application for a child support order and an application for a spousal support order, the court shall give priority to child support in determining the applications.

Priorité

15.3 (1) Dans le cas où une demande d'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant et une demande d'ordonnance alimentaire au profit d'un époux lui sont présentées, le tribunal donne la priorité aux aliments de l'enfant.

Priorité aux aliments pour enfants

Reasons

(2) Where, as a result of giving priority to child support, the court is unable to make a spousal support order or the court makes a spousal support order in an amount that is less than it otherwise would have been, the court shall record its reasons for having done so.

(2) Si, en raison du fait qu'il a donné la priorité aux aliments de l'enfant, il ne peut rendre une ordonnance alimentaire au profit d'un époux ou fixe un montant moindre pour les aliments de celui-ci, le tribunal enregistre les motifs de sa décision.

Motifs

Consequences of reduction or termination of child support order

(3) Where, as a result of giving priority to child support, a spousal support order was not made, or the amount of a spousal support order is less than it otherwise would have been, any subsequent reduction or termination of that child support constitutes a change of circumstances for the purposes of applying for a spousal support order, or a variation order in respect of the spousal support order, as the case may be.

3. The Act is amended by adding the following before section 16:

Custody Orders

4. The Act is amended by adding the following before section 17:

Variation, Rescission or Suspension of Orders

5. (1) Subsection 17(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Before the court makes a variation order in respect of a child support order, the court shall satisfy itself that a change of circumstances as provided for in the applicable guidelines has occurred since the making of the child support order or the last variation order made in respect of that order.

(4.1) Before the court makes a variation order in respect of a spousal support order, the court shall satisfy itself that a change in the condition, means, needs or other circumstances of either former spouse has occurred since the making of the spousal support order or the last variation order made in respect of that order, and, in making the variation order, the court shall take that change into consideration.

(2) Section 17 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(6.1) A court making a variation order in respect of a child support order shall do so in accordance with the applicable guidelines.

(6.2) Notwithstanding subsection (6.1), in making a variation order in respect of a child support order, a court may award an amount that is different from the amount that would be

Factors for child support order

Factors for spousal support order

Guidelines apply

Court may take agreement, etc., into account

(3) Dans le cadre d'une demande d'ordonnance alimentaire au profit d'un époux ou d'une ordonnance modificative de celle-ci, la réduction ou la suppression des aliments d'un enfant constitue un changement dans la situation des ex-époux si, en raison du fait qu'il a donné la priorité aux aliments de l'enfant, le tribunal n'a pu rendre une ordonnance alimentaire au profit de l'époux ou a fixé un montant moindre pour les aliments de celui-ci.

3. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 16, de ce qui suit :

Ordonnances relatives à la garde des enfants

4. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 17, de ce qui suit :

Modification, annulation ou suspension des ordonnances

5. (1) Le paragraphe 17(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Avant de rendre une ordonnance modificative de l'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant, le tribunal s'assure qu'il est survenu un changement de situation, selon les lignes directrices applicables, depuis que cette ordonnance ou la dernière ordonnance modificative de celle-ci a été rendue.

(4.1) Avant de rendre une ordonnance modificative de l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux, le tribunal s'assure qu'il est survenu un changement dans les ressources, les besoins ou, d'une façon générale, la situation de l'un ou l'autre des ex-époux depuis que cette ordonnance ou la dernière ordonnance modificative de celle-ci a été rendue et tient compte du changement en rendant l'ordonnance modificative.

(2) L'article 17 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(6.1) Le tribunal qui rend une ordonnance modificative d'une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant la rend conformément aux lignes directrices applicables.

(6.2) En rendant une ordonnance modificative d'une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant, le tribunal peut, par dérogation au paragraphe (6.1), fixer un montant différent de

Réduction ou suppression des aliments de l'enfant

Facteurs — ordonnance alimentaire au profit d'un enfant

Facteurs — ordonnance alimentaire au profit d'un époux

Application des lignes directrices

Ententes, ordonnances, jugements, etc.

determined in accordance with the applicable guidelines if the court is satisfied

(a) that special provisions in an order, a judgment or a written agreement respecting the financial obligations of the spouses, or the division or transfer of their property, directly or indirectly benefit a child, or that special provisions have otherwise been made for the benefit of a child; and

(b) that the application of the applicable guidelines would result in an amount of child support that is inequitable given those special provisions.

Reasons

(6.3) Where the court awards, pursuant to subsection (6.2), an amount that is different from the amount that would be determined in accordance with the applicable guidelines, the court shall record its reasons for having done so.

Consent orders

(6.4) Notwithstanding subsection (6.1), a court may award an amount that is different from the amount that would be determined in accordance with the applicable guidelines on the consent of both spouses if it is satisfied that reasonable arrangements have been made for the support of the child to whom the order relates.

Reasonable arrangements

(6.5) For the purposes of subsection (6.4), in determining whether reasonable arrangements have been made for the support of a child, the court shall have regard to the applicable guidelines. However, the court shall not consider the arrangements to be unreasonable solely because the amount of support agreed to is not the same as the amount that would otherwise have been determined in accordance with the applicable guidelines.

(3) The portion of subsection 17(7) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(7) A variation order varying a spousal support order should

Objectives of variation order varying spousal support order

celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables s'il est convaincu, à la fois :

a) que des dispositions spéciales d'un jugement, d'une ordonnance ou d'une entente écrite relatif aux obligations financières des époux ou au partage ou au transfert de leurs biens accordent directement ou indirectement un avantage à un enfant pour qui les aliments sont demandés, ou que des dispositions spéciales ont été prises pour lui accorder autrement un avantage;

b) que le montant déterminé conformément aux lignes directrices applicables serait inéquitable eu égard à ces dispositions.

(6.3) S'il fixe, au titre du paragraphe (6.2), un montant qui est différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables, le tribunal enregistre les motifs de sa décision.

Motifs

(6.4) Par dérogation au paragraphe (6.1), le tribunal peut, avec le consentement des époux, fixer un montant qui est différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables s'il est convaincu que des arrangements raisonnables ont été conclus pour les aliments de l'enfant visé par l'ordonnance.

Consentement des époux

(6.5) Pour l'application du paragraphe (6.4), le tribunal tient compte des lignes directrices applicables pour déterminer si les arrangements sont raisonnables. Toutefois, les arrangements ne sont pas déraisonnables du seul fait que le montant sur lequel les conjoints s'entendent est différent de celui qui serait déterminé conformément aux lignes directrices applicables.

Arrangements raisonnables

(3) Le passage du paragraphe 17(7) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(7) L'ordonnance modificative de l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux vise :

Objectifs de l'ordonnance modificative de l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux

(4) Paragraph 17(7)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) apportion between the former spouses any financial consequences arising from the care of any child of the marriage over and above any obligation for the support of any child of the marriage;

(5) Subsection 17(8) of the Act is repealed.

(6) Subsection 17(10) of the Act is replaced by the following:

(10) Notwithstanding subsection (1), where a spousal support order provides for support for a definite period or until a specified event occurs, a court may not, on an application instituted after the expiration of that period or the occurrence of the event, make a variation order for the purpose of resuming that support unless the court is satisfied that

(a) a variation order is necessary to relieve economic hardship arising from a change described in subsection (4.1) that is related to the marriage; and

(b) the changed circumstances, had they existed at the time of the making of the spousal support order or the last variation order made in respect of that order, as the case may be, would likely have resulted in a different order.

6. The Act is amended by adding the following before section 18:

Provisional Orders

7. (1) The portion of subsection 19(7) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(7) Subject to subsection (7.1), at the conclusion of a proceeding under this section, the court shall make an order

(2) Section 19 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):

(4) L'alinéa 17(7)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) à répartir entre eux les conséquences économiques qui découlent du soin de tout enfant à charge, en sus de toute obligation alimentaire relative à tout enfant à charge;

(5) Le paragraphe 17(8) de la même loi est abrogé.

(6) Le paragraphe 17(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(10) Par dérogation au paragraphe (1), le tribunal ne peut modifier l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux dont la durée de validité est déterminée ou dépend d'un événement précis, sur demande présentée après l'échéance de son terme ou après la survenance de cet événement, en vue de la reprise de la fourniture des aliments, que s'il est convaincu des faits suivants :

a) l'ordonnance modificative s'impose pour remédier à une difficulté économique causée par un changement visé au paragraphe (4.1) et lié au mariage;

b) la nouvelle situation, si elle avait existé à l'époque où l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux ou la dernière ordonnance modificative de celle-ci a été rendue, aurait vraisemblablement donné lieu à une ordonnance différente.

6. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 18, de ce qui suit :

Ordonnances conditionnelles

7. (1) Le passage du paragraphe 19(7) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(7) À l'issue de la procédure prévue au présent article, le tribunal rend, sous réserve du paragraphe (7.1), une ordonnance :

(2) L'article 19 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

Limitation

Restriction

1993, c. 8, s. 4(2)

Order of confirmation or refusal

1993, ch. 8, par 4(2)

Issue de la procédure

Guidelines apply

(7.1) A court making an order under subsection (7) in respect of a child support order shall do so in accordance with the applicable guidelines.

(7.1) Le tribunal qui rend, au titre du paragraphe (7), une ordonnance relative à une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant la rend conformément aux lignes directrices applicables.

Application des lignes directrices

(3) Subsections 19(9) to (11) of the Act are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 19(9) à (11) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Interim order for support of children

(9) Where a court remits a matter pursuant to this section in relation to a child support order, the court may, pending the making of an order under subsection (7), make an interim order in accordance with the applicable guidelines requiring a spouse to pay for the support of any or all children of the marriage.

(9) Le tribunal qui renvoie une affaire relative à une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant peut, avant de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (7), rendre, conformément aux lignes directrices applicables, une ordonnance provisoire enjoignant à un époux de verser une prestation pour les aliments des enfants à charge ou de l'un d'eux.

Ordonnance alimentaire provisoire au profit d'un enfant

Interim order for support of spouse

(9.1) Where a court remits a matter pursuant to this section in relation to a spousal support order, the court may make an interim order requiring a spouse to secure or pay, or to secure and pay, such lump sum or periodic sums, or such lump sum and periodic sums, as the court thinks reasonable for the support of the other spouse, pending the making of an order under subsection (7).

(9.1) Le tribunal qui renvoie une affaire relative à une ordonnance alimentaire au profit d'un époux peut, avant de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (7), rendre une ordonnance provisoire enjoignant à un époux de garantir ou de verser, ou de garantir et de verser, la prestation, sous forme de capital, de pension ou des deux, qu'il estime raisonnable pour les aliments de l'autre époux.

Ordonnance alimentaire provisoire au profit d'un époux

Terms and conditions

(10) The court may make an order under subsection (9) or (9.1) for a definite or indefinite period or until a specified event occurs, and may impose terms, conditions or restrictions in connection with the order as it thinks fit and just.

(10) La durée de validité de l'ordonnance rendue par le tribunal au titre des paragraphes (9) ou (9.1) peut être déterminée ou indéterminée ou dépendre d'un événement précis; l'ordonnance peut être assujettie aux modalités ou aux restrictions que le tribunal estime justes et appropriées.

Modalités de l'ordonnance

Provisions applicable

(11) Subsections 17(4), (4.1) and (6) to (7) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an order made under subsection (9) or (9.1) as if it were a variation order referred to in those subsections.

(11) Les paragraphes 17(4), (4.1) et (6) à (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une ordonnance rendue au titre des paragraphes (9) ou (9.1) comme s'il s'agissait d'une ordonnance modificative prévue à ces paragraphes.

Dispositions applicables

8. (1) Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:

8. (1) Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Legal effect throughout Canada

(2) Subject to subsection 18(2), an order made under any of sections 15.1 to 17 or subsection 19(7), (9) or (9.1) has legal effect throughout Canada.

(2) Sous réserve du paragraphe 18(2), une ordonnance rendue au titre des articles 15.1 à 17 ou des paragraphes 19(7), (9) ou (9.1) est valide dans tout le Canada.

Validité de l'ordonnance dans tout le Canada

(2) Paragraph 20(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) enforced in a province in any other manner provided for by the laws of that province, including its laws respecting reciprocal enforcement between the province and a jurisdiction outside Canada.

(3) Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) Notwithstanding subsection (3), a court may only vary an order that has legal effect throughout Canada pursuant to subsection (2) in accordance with this Act.

9. The Act is amended by adding the following after section 20:

20.1 (1) A support order may be assigned to

(a) any minister of the Crown for Canada designated by the Governor in Council;

(b) any minister of the Crown for a province, or any agency in a province, designated by the Lieutenant Governor in Council of the province;

(c) any member of the Council of the Yukon Territory, or any agency in the Yukon Territory, designated by the Commissioner of the Yukon Territory; or

(d) any member of the Council of the Northwest Territories, or any agency in the Northwest Territories, designated by the Commissioner of the Northwest Territories.

(2) A minister, member or agency referred to in subsection (1) to whom an order is assigned is entitled to the payments due under the order, and has the same right to be notified of, and to participate in, proceedings under this Act to vary, rescind, suspend or enforce the order as the person who would otherwise be entitled to the payments.

10. The Act is amended by adding the following after section 25:

(2) L'alinéa 20(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit exécutée dans une province de toute autre façon prévue par ses lois, notamment les lois en matière d'exécution réciproque entre celle-ci et une autorité étrangère.

(3) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le tribunal ne peut modifier l'ordonnance visée au paragraphe (2) que conformément à la présente loi.

9. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 20, de ce qui suit :

20.1 (1) La créance alimentaire octroyée par une ordonnance peut être cédée :

a) à un ministre fédéral désigné par le gouverneur en conseil;

b) à un ministre d'une province ou à une administration qui est située dans celle-ci, désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province;

c) à un membre du Conseil du territoire du Yukon ou à une administration qui est située dans ce territoire, désigné par le commissaire de ce territoire;

d) à un membre du Conseil des Territoires du Nord-Ouest ou à une administration qui est située dans ces territoires, désigné par le commissaire de ces territoires.

(2) Le ministre, le membre ou l'administration à qui la créance alimentaire octroyée par une ordonnance a été cédée a droit aux montants dus au titre de l'ordonnance et a le droit, dans le cadre des procédures relatives à la modification, l'annulation, la suspension ou l'exécution de l'ordonnance, d'en être avisé ou d'y participer au même titre que la personne qui aurait autrement eu droit à ces montants.

10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 25, de ce qui suit :

Variation of orders

Assignment of order

Rights

Modification des ordonnances

Cession de la créance alimentaire

Droits

Agreements
with
provinces

25.1 (1) With the approval of the Governor in Council, the Minister of Justice may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement with a province authorizing a provincial child support service designated in the agreement to

(a) assist courts in the province in the determination of the amount of child support; and

(b) recalculate, at regular intervals, in accordance with the applicable guidelines, the amount of child support orders on the basis of updated income information.

Effect of
recalculation

(2) Subject to subsection (5), the amount of a child support order as recalculated pursuant to this section shall for all purposes be deemed to be the amount payable under the child support order.

Liability

(3) The former spouse against whom a child support order was made becomes liable to pay the amount as recalculated pursuant to this section thirty-one days after both former spouses to whom the order relates are notified of the recalculation in the manner provided for in the agreement authorizing the recalculation.

Right to vary

(4) Where either or both former spouses to whom a child support order relates do not agree with the amount of the order as recalculated pursuant to this section, either former spouse may, within thirty days after both former spouses are notified of the recalculation in the manner provided for in the agreement authorizing the recalculation, apply to a court of competent jurisdiction for an order under subsection 17(1).

Effect of
application

(5) Where an application is made under subsection (4), the operation of subsection (3) is suspended pending the determination of the application, and the child support order continues in effect.

Withdrawal of
application

(6) Where an application made under subsection (4) is withdrawn before the determination of the application, the former spouse against whom the order was made becomes

25.1 (1) Le ministre de la Justice peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement fédéral un accord avec une province autorisant le service provincial des aliments pour enfants désigné dans celui-ci :

a) à aider le tribunal à fixer le nouveau montant des aliments pour un enfant;

b) à fixer, à intervalles réguliers, un nouveau montant pour les ordonnances alimentaires au profit d'un enfant en conformité avec les lignes directrices applicables et à la lumière des renseignements à jour sur le revenu.

(2) Sous réserve du paragraphe (5), le nouveau montant de l'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant fixé sous le régime du présent article est réputé, à toutes fins utiles, être le montant payable au titre de l'ordonnance.

(3) Le nouveau montant fixé sous le régime du présent article est payable par l'ex-époux visé par l'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant trente et un jours après celui où les ex-époux en ont été avisés selon les modalités prévues dans l'accord autorisant la fixation du nouveau montant.

(4) Dans les trente jours suivant celui où ils ont été avisés du nouveau montant, selon les modalités prévues dans l'accord en autorisant la fixation, les ex-époux, ou l'un deux, peuvent demander au tribunal compétent de rendre une ordonnance au titre du paragraphe 17(1).

(5) Dans le cas où une demande est présentée au titre du paragraphe (4), l'application du paragraphe (3) est suspendue dans l'attente d'une décision du tribunal compétent sur la demande, et l'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant continue d'avoir effet.

(6) Dans le cas où la demande présentée au titre du paragraphe (4) est retirée avant qu'une décision soit rendue à son égard, le montant payable par l'ex-époux visé par l'ordonnance

Accords avec
les provinces

Effet du
nouveau
calcul

Obligation de
payer

Modification
du nouveau
montant de
l'ordonnance

Effet de la
demande

Retrait de la
demande

liable to pay the amount as recalculated pursuant to this section on the day on which the former spouse would have become liable had the application not been made.

11. The Act is amended by adding the following after section 26:

Guidelines

26.1 (1) The Governor in Council may establish guidelines respecting the making of orders for child support, including, but without limiting the generality of the foregoing, guidelines

- (a) respecting the way in which the amount of an order for child support is to be determined;
- (b) respecting the circumstances in which discretion may be exercised in the making of an order for child support;
- (c) authorizing a court to require that the amount payable under an order for child support be paid in periodic payments, in a lump sum or in a lump sum and periodic payments;
- (d) authorizing a court to require that the amount payable under an order for child support be paid or secured, or paid and secured, in the manner specified in the order;
- (e) respecting the circumstances that give rise to the making of a variation order in respect of a child support order;
- (f) respecting the determination of income for the purposes of the application of the guidelines;
- (g) authorizing a court to impute income for the purposes of the application of the guidelines; and
- (h) respecting the production of income information and providing for sanctions when that information is not provided.

Principle

(2) The guidelines shall be based on the principle that spouses have a joint financial obligation to maintain the children of the marriage in accordance with their relative abilities to contribute to the performance of that obligation.

alimentaire au profit d'un enfant est le nouveau montant fixé sous le régime du présent article et ce à compter du jour où ce montant aurait été payable si la demande n'avait pas été présentée.

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 26, de ce qui suit :

Lignes directrices

26.1 (1) Le gouverneur en conseil peut établir des lignes directrices à l'égard des ordonnances pour les aliments des enfants, notamment pour :

- a) régir le mode de détermination du montant des ordonnances pour les aliments des enfants;
- b) régir les cas où le tribunal peut exercer son pouvoir discrétionnaire lorsqu'il rend des ordonnances pour les aliments des enfants;
- c) autoriser le tribunal à exiger que le montant de l'ordonnance pour les aliments d'un enfant soit payable sous forme de capital ou de pension, ou des deux;
- d) autoriser le tribunal à exiger que le montant de l'ordonnance pour les aliments d'un enfant soit versé ou garanti, ou versé et garanti, selon les modalités prévues par l'ordonnance;
- e) régir les changements de situation au titre desquels les ordonnances modificatives des ordonnances alimentaires au profit d'un enfant peuvent être rendues;
- f) régir la détermination du revenu pour l'application des lignes directrices;
- g) autoriser le tribunal à attribuer un revenu pour l'application des lignes directrices;
- h) régir la communication de renseignements sur le revenu et prévoir les sanctions afférentes à la non-communication de tels renseignements.

Principe

(2) Les lignes directrices doivent être fondées sur le principe que l'obligation financière de subvenir aux besoins des enfants à charge est commune aux époux et qu'elle est répartie entre eux selon leurs ressources respectives permettant de remplir cette obligation.

Definition of
“order for
child
support”

(3) In subsection (1), “order for child support” means

- (a) an order or interim order made under section 15.1;
- (b) a variation order in respect of a child support order; or
- (c) an order or an interim order made under section 19.

12. The headings before section 28 and sections 28 to 31 of the Act are replaced by the following:

28. The Minister of Justice shall undertake a comprehensive review of the provisions and operation of the Federal Child Support Guidelines and the determination of child support under this Act and shall cause a report on the review to be laid before each House of Parliament within five years after the coming into force of this section.

13. The Act is amended by adding the following before section 33:

Divorce Act, R.S. 1970, c. D-8

14. Section 34 of the Act is replaced by the following:

34. (1) Subject to subsection (1.1), any order made under subsection 11(1) of the *Divorce Act*, chapter D-8 of the Revised Statutes of Canada, 1970, including any order made pursuant to section 33 of this Act, and any order to the like effect made corollary to a decree of divorce granted in Canada before July 2, 1968 or granted on or after that day pursuant to subsection 22(2) of that Act may be varied, rescinded, suspended or enforced in accordance with sections 17 to 20, other than subsection 17(10), of this Act as if

- (a) the order were a support order or custody order, as the case may be; and
- (b) in subsections 17(4), (4.1) and (5), the words “or the last order made under subsection 11(2) of the *Divorce Act*, chapter D-8 of the Revised Statutes of Canada,

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « ordonnance pour les aliments d'un enfant » s'entend :

- a) de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue au titre de l'article 15.1;
- b) de l'ordonnance modificative de l'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant;
- c) de l'ordonnance ou de l'ordonnance provisoire rendue au titre de l'article 19.

12. Les intertitres précédant l'article 28 et les articles 28 à 31 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

28. Le ministre de la Justice procède à l'examen détaillé, d'une part, de l'application des lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants et, d'autre part, de la détermination des aliments pour enfants. Il dépose son rapport devant chaque chambre du Parlement dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article.

13. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 33, de ce qui suit :

Loi sur le divorce, S.R. 1970, ch. D-8

14. L'article 34 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

34. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe 11(1) de la *Loi sur le divorce*, chapitre D-8 des Statuts révisés du Canada de 1970, y compris une ordonnance rendue en vertu de l'article 33 de la présente loi, ainsi que toute ordonnance de même effet rendue accessoirement à un jugement de divorce prononcé au Canada avant le 2 juillet 1968 ou prononcé le 2 juillet 1968 ou après cette date conformément au paragraphe 22(2) de la loi précitée, peut être modifiée, suspendue, annulée ou exécutée conformément aux articles 17 à 20, à l'exclusion du paragraphe 17(10), de la présente loi comme :

- a) s'il s'agissait d'une ordonnance alimentaire ou de garde, selon le cas;
- b) si, aux paragraphes 17(4), (4.1) et (5), les mots « ou de la dernière ordonnance rendue en vertu du paragraphe 11(2) de la *Loi sur le divorce*, chapitre D-8 des Statuts révisés

Définition de
« ordonnance
pour les
aliments d'un
enfant »

Examen et
rapport

Modification
et exécution
d'ordonnances
déjà rendues

Review and
report

Variation and
enforcement
of orders
previously
made

1970, varying that order” were added immediately before the words “or the last variation order made in respect of that order”.

du Canada de 1970, aux fins de modifier cette ordonnance » étaient insérés avant les mots « ou de la dernière ordonnance modificative de celle-ci ».

Combined orders

(1.1) Where an application is made under subsection 17(1) to vary an order referred to in subsection (1) that provides a single amount of money for the combined support of one or more children and a former spouse, the court shall rescind the order and treat the application as an application for a child support order and an application for a spousal support order.

(1.1) Dans le cas où une demande est présentée au titre du paragraphe 17(1), en vue de modifier l'ordonnance visée au paragraphe (1) qui prévoit un seul montant pour les aliments d'un ou de plusieurs enfants et d'un ex-époux, le tribunal annule l'ordonnance et applique les règles applicables à la demande relative à l'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant et à la demande relative à l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux.

Ordonnances conjointes

Enforcement of interim orders

(2) Any order made under section 10 of the *Divorce Act*, chapter D-8 of the Revised Statutes of Canada, 1970, including any order made pursuant to section 33 of this Act, may be enforced in accordance with section 20 of this Act as if it were an order made under subsection 15.1(1) or 15.2(1) or section 16 of this Act, as the case may be.

(2) Toute ordonnance rendue en vertu de l'article 10 de la *Loi sur le divorce*, chapitre D-8 des Statuts révisés du Canada de 1970, y compris une ordonnance rendue en vertu de l'article 33 de la présente loi, peut être exécutée en conformité avec l'article 20 de la présente loi comme s'il s'agissait d'une ordonnance rendue en vertu des paragraphes 15.1(1) ou 15.2(1) ou de l'article 16, selon le cas.

Exécution d'ordonnances provisoires

Assignment of orders previously made

(3) Any order for the maintenance of a spouse or child of the marriage made under section 10 or 11 of the *Divorce Act*, chapter D-8 of the Revised Statutes of Canada, 1970, including any order made pursuant to section 33 of this Act, and any order to the like effect made corollary to a decree of divorce granted in Canada before July 2, 1968 or granted on or after that day pursuant to subsection 22(2) of that Act may be assigned to any minister, member or agency designated pursuant to section 20.1.

(3) Les créances octroyées par toute ordonnance rendue conformément aux articles 10 ou 11 de la *Loi sur le divorce*, chapitre D-8 des Statuts révisés du Canada de 1970, pour l'entretien d'un époux ou d'un enfant du mariage, y compris une ordonnance rendue en vertu de l'article 33 de la présente loi, ainsi que toute ordonnance de même effet rendue accessoirement à un jugement de divorce prononcé au Canada avant le 2 juillet 1968 ou prononcé le 2 juillet 1968 ou après cette date conformément au paragraphe 22(2) de la loi précitée, peuvent être cédées à un ministre, un membre ou une administration désigné suivant les termes de l'article 20.1.

Cession des créances octroyées par des ordonnances déjà rendues

15. The Act is amended by adding the following after section 35:

15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 35, de ce qui suit :

Divorce Act, R.S. 1985, c. 3 (2nd Supp.)

Loi sur le divorce, L.R. ch. 3 (2^e suppl.)

Variation and enforcement of support orders previously made

35.1 (1) Subject to subsection (2), any support order made under this Act before the coming into force of this section may be varied, rescinded, suspended or enforced in

35.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'ordonnance alimentaire rendue au titre de la présente loi avant l'entrée en vigueur du présent article peut être modifiée, suspendue,

Modification et exécution d'ordonnances alimentaires déjà rendues

accordance with sections 17 to 20 as if the support order were a child support order or a spousal support order, as the case may be.

Combined orders

(2) Where an application is made under subsection 17(1) to vary a support order made under this Act before the coming into force of this section that provides for the combined support of one or more children and a former spouse, the court shall rescind the order and treat the application as an application for a child support order and an application for a spousal support order.

Assignment of orders previously made

(3) Any support order made under this Act before the coming into force of this section may be assigned to any minister, member or agency designated pursuant to section 20.1.

R.S., c. 4 (2nd Supp.); 1992, c. 1; 1993, c. 8

Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act

16. The definition “information bank director” in section 2 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* is amended by striking out the word “and” after paragraph (a), by adding the word “and” after paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) with respect to any of the information banks controlled by the Department of National Revenue that may be searched under this Part, the Minister of National Revenue;

17. The portion of section 13 of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

may apply to the Minister, in the manner prescribed by the regulations, to have the information banks referred to in section 15 searched for the information referred to in section 16 and to have any such information found in those information banks released on a confidential basis.

1993, c. 8, s. 10(3)

18. Subsection 14(3) of the Act is replaced by the following:

annulée ou exécutée conformément aux articles 17 à 20 comme s’il s’agissait d’une ordonnance alimentaire au profit d’un enfant ou d’une ordonnance alimentaire au profit d’un époux, selon le cas.

(2) Dans le cas où une demande est présentée au titre du paragraphe 17(1), en vue de modifier une ordonnance alimentaire rendue au titre de la présente loi avant l’entrée en vigueur du présent article qui prévoit un seul montant pour les aliments d’un ou de plusieurs enfants et d’un ex-époux, le tribunal annule l’ordonnance et applique les règles applicables à la demande relative à l’ordonnance alimentaire au profit d’un enfant et à la demande relative à l’ordonnance alimentaire au profit d’un époux.

(3) Les créances octroyées par toute ordonnance alimentaire rendue au titre de la présente loi avant l’entrée en vigueur du présent article peuvent être cédées à un ministre, un membre ou une administration désigné suivant les termes de l’article 20.1.

Ordonnances conjointes

Cession des créances octroyées par des ordonnances déjà rendues

Loi d’aide à l’exécution des ordonnances et des ententes familiales

L.R., ch. 4 (2^e suppl.); 1992, ch. 1; 1993, ch. 8

16. La définition de « directeur de fichier », à l’article 2 de la *Loi d’aide à l’exécution des ordonnances et des ententes familiales*, est modifiée par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

c) le ministre du Revenu national pour les fichiers régis par le ministère du même nom et susceptibles d’être consultés au titre de la présente partie.

17. Le passage de l’article 13 de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

13. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, peuvent demander au ministre, selon les modalités prévues par les règlements, la consultation des fichiers visés à l’article 15 en vue d’obtenir communication, à titre confidentiel, des renseignements visés à l’article 16 :

Demande de communication de renseignements

18. Le paragraphe 14(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 8, par. 10(3)

Supporting documents for provincial enforcement service

(3) Where an application under section 13 is made by a provincial enforcement service, the application must be accompanied by an affidavit submitted by an officer of the provincial enforcement service in accordance with subsection (4).

(3) Dans le cas où la demande visée à l'article 13 est présentée par l'autorité provinciale, elle doit être accompagnée d'un affidavit présenté par un fonctionnaire de celle-ci en conformité avec le paragraphe (4).

Documents à l'appui de la demande

Supporting documents for peace officer

(3.1) Where an application under section 13 is made by a peace officer investigating a child abduction pursuant to section 282 or 283 of the *Criminal Code*, the application must be accompanied by

(3.1) Dans le cas où la demande visée à l'article 13 est présentée par un agent de la paix enquêtant sur un enlèvement d'enfant au sens des articles 282 ou 283 du *Code criminel*, elle doit être accompagnée :

Documents à l'appui de la demande

(a) a copy of the information to which the application relates; and

a) d'une copie de la dénonciation pertinente;

(b) an affidavit, submitted by the peace officer in accordance with subsection (5).

b) d'un affidavit présenté par l'agent de la paix en conformité avec le paragraphe (5).

19. Section 15 of the Act is replaced by the following:

19. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Information banks that may be searched

15. The information banks that may be searched under this Part are the information banks designated by the regulations from among the information banks controlled by the Department of Human Resources Development, the Department of National Revenue and the Canada Employment Insurance Commission.

15. Les fichiers susceptibles d'être consultés au titre de la présente partie sont, parmi les fichiers régis par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, par le ministère du Développement des ressources humaines et par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, ceux qui sont désignés par règlement.

Fichiers visés

20. Section 22 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

20. L'article 22 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(a.1) prescribing the manner in which an application for the searching of information banks and the release of information under this Part may be made;

a.1) prévoir les modalités de présentation des demandes relatives à la consultation et à la communication de renseignements visées à la présente partie;

21. Section 28 of the Act is amended by adding the word "and" after paragraph (a) and by repealing paragraph (b).

21. L'alinéa 28b) de la même loi est abrogé.

22. Part III of the Act is replaced by the following:

22. La partie III de la même loi est remplacée par ce qui suit :

PART III

PARTIE III

LICENCE DENIAL

REFUS D'AUTORISATION

Interpretation

Définitions et interprétation

Definitions

62. The definitions in this section apply in this Part.

62. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“appropriate Minister”
« ministre compétent »

“appropriate Minister” means a minister of the Crown in right of Canada who is responsible for the issuance of any type or class of licence set out in the schedule.

« autorisation » Notamment un permis, une licence ou un certificat, ou un passeport au sens de l'article 2 du *Décret sur les passeports canadiens*.

« autorisation »
“licence”

<p>“debtor” « débiteur »</p>	<p>“debtor” means a person who is in arrears under a support order or a support provision.</p>	<p>« autorisation visée » Autorisation d’un type ou d’une catégorie mentionnés à l’annexe.</p>	<p>« autorisation visée » “schedule licence”</p>
<p>“licence” « autorisation »</p>	<p>“licence” means a licence, a permit, a certificate or an authorization of any kind, and includes a passport within the meaning of section 2 of the <i>Canadian Passport Order</i>.</p>	<p>« autorité provinciale » S’entend au sens de l’article 2.</p>	<p>« autorité provinciale » “provincial enforcement service”</p>
<p>“licence denial application” « demande de refus d’autorisation »</p>	<p>“licence denial application” means an application made under section 67.</p>	<p>« débiteur » Personne qui est en défaut en ce qui concerne une ordonnance alimentaire ou d’une disposition alimentaire.</p>	<p>« débiteur » “debtor”</p>
<p>“Minister” « ministre »</p>	<p>“Minister” means the Minister of Justice.</p>	<p>« demande de refus d’autorisation » Demande présentée au titre de l’article 67.</p>	<p>« demande de refus d’autorisation » “licence denial application”</p>
<p>“persistent arrears” « être en défaut de façon répétée »</p>	<p>“persistent arrears”, in respect of a support order or support provision, means</p> <p>(a) arrears in any amount where the arrears are due to the failure to make in full the payments required in respect of any three payment periods, within the meaning of the support order or the support provision, or</p> <p>(b) accumulated arrears of \$3000 or more.</p>	<p>« disposition alimentaire » Disposition alimentaire d’une entente familiale qui est exécutoire en application du droit provincial.</p> <p>« être en défaut de façon répétée » S’entend du fait que le débiteur doit, au titre d’une ordonnance alimentaire ou d’une disposition alimentaire :</p> <p>a) soit des arriérés parce qu’il n’a pas acquitté intégralement les montants en cause pour trois périodes de paiement, selon les termes de l’ordonnance ou de la disposition;</p> <p>b) soit des arriérés pour une somme d’au moins 3 000 \$.</p>	<p>« disposition alimentaire » “support provision”</p> <p>« être en défaut de façon répétée » “persistent arrears”</p>
<p>“prescribed” Version anglaise seulement</p>	<p>“prescribed” means prescribed by the regulations.</p>	<p>« ministre » Le ministre de la Justice.</p>	<p>« ministre » “Minister”</p>
<p>“provincial enforcement service” « autorité provinciale »</p>	<p>“provincial enforcement service” has the meaning assigned by section 2.</p>	<p>« ministre compétent » Ministre fédéral chargé de la délivrance d’une autorisation d’un type ou d’une catégorie mentionnés à l’annexe.</p>	<p>« ministre compétent » “appropriate Minister”</p>
<p>“schedule licence” « autorisation visée »</p>	<p>“schedule licence” means a licence of a type or class set out in the schedule.</p>	<p>« ordonnance alimentaire » S’entend au sens du paragraphe 23(1).</p>	<p>« ordonnance alimentaire » “support order”</p>
<p>“support order” « ordonnance alimentaire »</p>	<p>“support order” has the meaning assigned by subsection 23(1).</p>		
<p>“support provision” « disposition alimentaire »</p>	<p>“support provision” means a provision in an agreement relating to the payment of maintenance or family financial support that is enforceable under provincial law.</p>		
<p>Amendments to schedule</p>	<p>63. The Governor in Council may, by order, add to or delete from the schedule any type or class of licence that may be issued to an individual under an Act of Parliament or under an order made pursuant to a prerogative of the Crown.</p>	<p>63. Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l’annexe pour y ajouter ou en retrancher tout type ou catégorie d’autorisation pouvant être délivrée à des particuliers au titre d’une loi fédérale ou d’un décret pris en vertu de la prérogative royale.</p>	<p>Modification de l’annexe</p>

Purpose of Part

Purpose of Part

64. The purpose of this Part is to help provincial enforcement services enforce support orders and support provisions by providing for the denial of certain licences to debtors who are in persistent arrears.

Objet

Objet

64. La présente partie prévoit, en vue d'aider les autorités provinciales à exécuter les ordonnances alimentaires et les dispositions alimentaires, des mesures en matière de refus d'autorisation visant les débiteurs qui sont en défaut de façon répétée.

Application of Part

Application of Part

65. This Part applies notwithstanding the provisions of any other Act of Parliament, of any regulation or order made under any other Act of Parliament or of any order made pursuant to a prerogative of the Crown respecting the issuance, renewal or suspension of licences.

Application

Application

65. Les dispositions de la présente partie l'emportent sur celles de tout texte législatif fédéral — loi, décret et règlement, et décret pris en vertu de la prérogative royale — en matière de délivrance, de renouvellement ou de suspension d'autorisation.

Royal prerogative

66. Nothing in this Part in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative with respect to passports.

66. La présente partie n'a pas pour effet de limiter, de quelque manière, la prérogative royale en matière de passeport ou d'y porter atteinte.

Prérogative royale

Licence Denial Application

Application

67. (1) Where a debtor is in persistent arrears under a support order or a support provision, a provincial enforcement service may apply to the Minister that the following actions be taken against the debtor:

Demandes de refus d'autorisation

Demande

67. (1) L'autorité provinciale peut demander au ministre que les mesures suivantes soient prises contre un débiteur qui est en défaut de façon répétée :

- (a) that no new schedule licences be issued to the debtor;
- (b) that all schedule licences held by the debtor be suspended; and
- (c) that schedule licences held by the debtor not be renewed.

- a) le refus de délivrer de nouvelles autorisations visées;
- b) la suspension des autorisations visées;
- c) le non-renouvellement des autorisations visées.

Contents of application

(2) An application must be in the prescribed form and must contain the prescribed information concerning

(2) La demande doit être présentée en la forme réglementaire et comporter :

- (a) the identity of the debtor; and
- (b) the support order or support provision.

- a) les renseignements réglementaires sur l'identité du débiteur;
- b) les renseignements réglementaires sur l'ordonnance alimentaire ou la disposition alimentaire.

Contenu de la demande

Contents of supporting affidavit

(3) An application must be accompanied by an affidavit in the prescribed form. The affidavit must be submitted by an officer of the provincial enforcement service and must contain the following statements:

(3) La demande doit être accompagnée d'un affidavit en la forme réglementaire, présenté par un fonctionnaire de l'autorité provinciale et déclarant que :

- (a) that the provincial enforcement service is satisfied that the debtor is in persistent

- a) l'autorité provinciale est convaincue que le débiteur est en défaut de façon répétée;

Contenu de l'affidavit

arrears under the support order or the support provision;

(b) that the provincial enforcement service has made reasonable attempts to enforce the support order or the support provision before making the licence denial application; and

(c) that the provincial enforcement service has sent a notice to the debtor, at the debtor's last known address,

(i) stating that the provincial enforcement service has reasonable grounds to believe that the debtor is in persistent arrears under the support order or support provision,

(ii) stating that the provincial enforcement service intends to make a licence denial application in relation to the debtor,

(iii) informing the debtor of the consequences to the debtor of a licence denial application, and

(iv) advising the debtor that a licence denial application will not be made if the debtor enters into a payment plan that is acceptable to the provincial enforcement service or satisfies the provincial enforcement service that the debtor is unable to pay the amount in arrears and that the making of the application is not reasonable in the circumstances.

(4) An application may be made only after thirty days have expired after the notice referred to in subsection (3) was received by the debtor.

(5) A notice referred to in subsection (3) is deemed to have been received by a debtor ten days after it is sent to the debtor.

Processing of Licence Denial Applications

68. Immediately on the receipt of a licence denial application and the affidavit referred to in subsection 67(3), the Minister shall inform each appropriate Minister of the receipt of the application, and shall provide the appropriate Minister with such information as may be necessary to help the appropriate Minister

b) l'autorité provinciale a pris, avant de présenter une demande de refus d'autorisation, des mesures raisonnables en vue d'exécuter l'ordonnance alimentaire ou la disposition alimentaire;

c) l'autorité provinciale a envoyé au débiteur, à sa dernière adresse connue, un avis :

(i) énonçant qu'elle avait des motifs raisonnables de croire qu'il était en défaut de façon répétée,

(ii) énonçant qu'elle avait l'intention de présenter une demande de refus d'autorisation le visant,

(iii) l'informant des conséquences découlant d'une telle demande,

(iv) l'informant qu'une telle demande ne sera pas présentée s'il conclut un accord en matière de paiement qu'elle juge acceptable ou s'il la convainc qu'il ne peut acquitter les arriérés et qu'il n'est pas raisonnable de présenter une telle demande en l'espèce.

(4) La demande ne peut être présentée que trente jours après la réception de l'avis par le débiteur.

(5) Le débiteur est présumé avoir reçu l'avis dix jours après son envoi.

Demandes de refus d'autorisation

68. Dès qu'il reçoit une demande de refus d'autorisation et l'affidavit visé au paragraphe 67(3), le ministre en donne avis à chaque ministre compétent et lui transmet l'information nécessaire pour lui permettre de vérifier si le débiteur en cause est titulaire d'autorisations visées.

Délai

Présomption

Avis à chaque ministre compétent

Time for making application

Deemed receipt

Informing appropriate Ministers

determine whether the debtor to whom the application relates is the holder of a schedule licence.

Obligations of Appropriate Ministers

Determination — does debtor hold schedule licence

69. (1) On being informed of a licence denial application in respect of a debtor, an appropriate Minister shall immediately determine whether the debtor is the holder of a schedule licence issued by the appropriate Minister.

Suspension and non-renewal of schedule licences

(2) If an appropriate Minister determines that a debtor is the holder of a schedule licence, the appropriate Minister shall suspend the schedule licence and, where applicable, refuse to renew the schedule licence.

Notice to debtor

(3) An appropriate Minister who takes any action under subsection (2) against a debtor shall send the debtor a notice in writing informing the debtor that the action has been taken.

Refusal to issue schedule licence

70. An appropriate Minister who is informed of a licence denial application in respect of a debtor shall refuse to issue a schedule licence to the debtor.

No Appeal

No appeal

71. Notwithstanding the provisions of any other Act of Parliament, of any regulation or order made under any other Act of Parliament or of any order made pursuant to a prerogative of the Crown, no appeal lies from any action taken under this Part.

Request to Terminate Application of Part

Request to terminate application of Part

72. (1) A provincial enforcement service shall immediately request that all actions taken under this Part in respect of a debtor be terminated where

(a) the provincial enforcement service is satisfied that the debtor

(i) is no longer in arrears under all support orders and support provisions against the debtor that have been enforced by a licence denial application,

(ii) is complying, in respect of all support orders and support provisions against the

Devoirs du ministre compétent

Vérification

69. (1) Dès qu'il est informé de la demande de refus d'autorisation, le ministre compétent vérifie si le débiteur est titulaire d'autorisations visées.

(2) Si le débiteur est titulaire d'autorisations visées, le ministre compétent les suspend ou, le cas échéant, refuse de les renouveler.

Suspension et non-renouvellement des autorisations visées

(3) Le ministre compétent envoie au débiteur un avis l'informant des mesures prises en application du paragraphe (2).

Avis au débiteur

70. Le ministre compétent qui est informé de la demande de refus d'autorisation refuse de délivrer toute autorisation visée au débiteur en cause.

Non-délivrance d'autorisations visées

Aucun appel

Aucun appel

71. Malgré tout autre texte législatif fédéral — loi, décret et règlement, et décret pris en vertu de la prérogative royale —, les mesures prises au titre de la présente partie ne sont pas susceptibles d'appel.

Cessation d'effet des mesures

Demande de cessation d'effet des mesures

72. (1) L'autorité provinciale demande sans délai qu'il soit mis fin aux mesures prises au titre de la présente partie si, selon le cas :

a) elle est convaincue :

(i) soit que le débiteur n'est plus en défaut en ce qui concerne toutes les ordonnances alimentaires et les dispositions alimentaires visées par toute demande de refus d'autorisation le touchant,

(ii) soit que le débiteur se conforme, à l'égard de ces ordonnances et ces dispositions, à l'accord en matière de paiement qu'elle juge acceptable,

debtor that have been enforced by a licence denial application, with a payment plan that the provincial enforcement service considers reasonable, or

(iii) is unable to pay the amount in arrears and that the application of this Part against the debtor is not reasonable in the circumstances; or

(b) the provincial enforcement service ceases to enforce all support orders and support provisions against the debtor that have been enforced by a licence denial application.

Prescribed manner

(2) A request under subsection (1) must be made to the Minister in the prescribed manner.

Informing appropriate Ministers

73. Where the Minister receives a request under section 72, the Minister shall immediately inform each appropriate Minister of the receipt of the request.

Obligation of appropriate Ministers

74. Immediately on being informed under section 73, each appropriate Minister shall

(a) cancel the suspension of every schedule licence suspended by that appropriate Minister and inform the licence holder that the suspension has been cancelled;

(b) stop refusing to renew schedule licences of the debtor solely on the basis of this Part; and

(c) stop refusing to issue schedule licences to the debtor solely on the basis of this Part.

When licence not revived

75. The cancellation of the suspension of a schedule licence pursuant to section 74 does not operate to revive the licence if the term of the licence expired while the suspension was in force.

Offence

Offence

76. Every person who is notified that a passport issued to the person has been suspended under this Part and who fails to return the passport forthwith to a Passport Office, as defined in section 2 of the *Canadian Passport Order*, or who subsequently uses the passport after being so notified, is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(iii) soit que le débiteur ne peut acquitter les arriérés et qu'il n'est pas raisonnable de mettre en application la présente partie;

b) elle n'exécute plus ces ordonnances et ces dispositions contre le débiteur.

(2) La demande doit être présentée au ministre de la manière réglementaire.

Manière réglementaire

73. Dès qu'il reçoit la demande visée à l'article 72, le ministre en donne avis à chaque ministre compétent.

Avis aux ministres compétents

74. Dès qu'il est informé de la demande en application de l'article 73, le ministre compétent :

Devoirs du ministre compétent

a) annule la suspension de toute autorisation visée et en avise le titulaire;

b) ne peut plus, en se fondant sur la présente partie, refuser de renouveler une autorisation visée;

c) ne peut plus, en se fondant sur la présente partie, refuser de délivrer une autorisation visée.

75. L'annulation de la suspension d'une autorisation visée au titre de l'article 74 n'a pas pour effet de rétablir l'autorisation qui a expiré pendant la période de suspension.

Autorisation expirée

Infraction

Infraction

76. Quiconque, après avoir été avisé de la suspension de son passeport au titre de la présente partie, ne le retourne pas sans délai au Bureau des passeports, au sens de l'article 2 du *Décret sur les passeports canadiens*, ou l'utilise commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 5 000 \$, ou l'une de ces peines.

No Liability

No liability

77. No action lies against Her Majesty in right of Canada, any Minister of the Crown in right of Canada or any officer or employee of Her Majesty in right of Canada for anything done or omitted to be done, or purported to be done or omitted to be done, in good faith in the administration of this Part or the discharge of any obligation, power or duty under this Part.

Absence de responsabilité

Absence de responsabilité

77. Sa Majesté, ses ministres et ses fonctionnaires bénéficient de l'immunité judiciaire pour tout fait — acte ou omission — accompli, ou censé l'avoir été, de bonne foi dans l'exercice des pouvoirs et fonctions conférés par la présente partie.

Regulations

Regulations

78. The Governor in Council may make regulations prescribing anything that by this Part is to be or may be prescribed.

Règlements

Règlements

78. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie.

PART IV

RELEASE AUTHORIZATION AND
CONFIDENTIALITY*Release Authorization*

Release authorization

79. Notwithstanding any provision in any other Act of Parliament that prohibits or restricts the release of information, the following information may be released for the purposes of this Act:

- (a) information in any information bank that may be searched under Part I,
- (b) information that is necessarily incidental to the garnishment of moneys under Part II, and
- (c) information that is necessarily incidental to the administration of Part III.

Prohibition, Offence and Punishment

Prohibition

80. No officer or employee of Her Majesty, and no person who is hired on a contractual basis by Her Majesty to assist in the administration of this Act, who obtains any information pursuant to this Act shall, except as provided in this Act, knowingly communicate or knowingly allow the information to be communicated to any person, or knowingly allow any person to inspect or have access to any statement or other writing containing the information.

PARTIE IV

COMMUNICATION DE
RENSEIGNEMENTS ET
CONFIDENTIALITÉ*Communication de renseignements*

Communication de renseignements

79. Par dérogation aux dispositions de toute autre loi fédérale qui interdisent ou limitent la communication de renseignements, peuvent être communiqués, pour l'application de la présente loi :

- a) les renseignements contenus dans un fichier susceptible d'être consulté au titre de la partie I;
- b) les renseignements nécessairement liés à la saisie-arrêt au titre de la partie II;
- c) les renseignements nécessairement liés à l'application de la partie III.

Interdiction, infraction et peine

Interdiction

80. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, aucun fonctionnaire ou employé de Sa Majesté qui obtient des renseignements au titre de la présente loi ne peut sciemment les communiquer ou permettre qu'ils soient communiqués à une personne ou permettre qu'une personne prenne connaissance d'une déclaration ou d'un autre document contenant de tels renseignements, ou y ait accès. Le présent article s'applique également aux personnes qui sont engagées à contrat par Sa Majesté dans le cadre de l'application de la présente loi.

Offence and punishment

81. Every person who contravenes section 80 is guilty of an offence, and is liable on summary conviction to imprisonment for a term not exceeding six months or to a fine not exceeding \$1,000, or to both.

81. Quiconque contrevient à l'article 80 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal de six mois et une amende maximale de 1 000 \$, ou l'une de ces peines.

Infraction et peine

Limitation period

82. Any proceedings under section 81 may be instituted at any time within but not later than three years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

82. Les procédures visées à l'article 81 peuvent être engagées dans les trois ans qui suivent la date où s'est produit le fait qui leur a donné lieu.

Prescription

23. The Act is amended by adding the schedule set out in the schedule to this Act after section 82.

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 82, de l'annexe figurant en annexe de la présente loi.

R.S., c. G-2;
R.S., cc. 3, 4
(2nd Supp.);
1992, c. 1

*Garnishment, Attachment and Pension
Diversion Act*

*Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de
pensions*

L.R., ch. G-2;
L.R., ch. 3, 4
(2^e suppl.);
1992, ch. 1

24. Section 2 of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act is amended by adding the following in alphabetical order:

24. L'article 2 de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“debtor”
« débiteur »

“debtor”, in respect of a garnishee summons, means the person whose salary or remuneration is sought to be garnisheed;

« débiteur » Personne dont le traitement ou la rémunération est visé par un bref de saisie-arrêt.

« débiteur »
“debtor”

25. Section 6 of the Act is replaced by the following:

25. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Service binds Her Majesty

6. (1) Subject to this Division, service on Her Majesty of a garnishee summons, together with a copy of the judgment or order against the debtor and an application in the prescribed form, binds Her Majesty fifteen days after the day on which those documents are served.

6. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, le bref de saisie-arrêt, accompagné de la demande présentée en la forme réglementaire et de la copie du jugement ou de l'ordonnance visant le débiteur, devient opposable à Sa Majesté quinze jours après la signification de ces documents.

Opposabilité à Sa Majesté

When service is effective

(2) A garnishee summons served on Her Majesty is of no effect unless it is served on Her Majesty in the first thirty days following the first day on which it could have been validly served on Her Majesty.

(2) Le bref de saisie-arrêt ne produit ses effets que s'il a été signifié à Sa Majesté dans les trente jours suivant la date à compter de laquelle il pouvait valablement l'être.

Date d'effet

26. Sections 8 and 9 of the Act are replaced by the following:

26. Les articles 8 et 9 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Moneys bound by service of garnishee summons

8. For the purposes of garnishment proceedings permitted by this Division, service of a garnishee summons binds Her Majesty in respect of the following money to be paid by Her Majesty to the debtor named in the garnishee summons:

8. Pour les besoins de toute procédure de saisie-arrêt prévue par la présente section, la signification à Sa Majesté du bref de saisie-arrêt frappe d'indisponibilité les sommes suivantes dont elle est redevable envers le débiteur mentionné dans le bref :

Sommes frappées d'indisponibilité par la signification du bref de saisie-arrêt

(a) in the case of a salary,

a) dans le cas d'un traitement :

(i) the salary to be paid on the last day of the second pay period next following the pay period in which Her Majesty is bound by the garnishee summons, and

(ii) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, the salary to be paid on the last day of each subsequent pay period; or

(b) in the case of remuneration described in paragraph 5(b),

(i) the remuneration payable, in respect of the department or Crown corporation named in the application referred to in section 6, on the fifteenth day following the day on which Her Majesty is bound by the garnishee summons, and

(ii) either

(A) any remuneration becoming payable in respect of that department or Crown corporation in the thirty days following the fifteenth day after the day on which Her Majesty is bound by the garnishee summons that is owing on that fifteenth day or that becomes owing in the fourteen days following that fifteenth day, or

(B) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, any remuneration becoming payable in respect of that department or Crown corporation subsequent to the fifteenth day after the day on which Her Majesty is bound by the garnishee summons.

27. Section 10 of the Act is replaced by the following:

10. Her Majesty has the following time period within which to respond to a garnishee summons:

(a) in the case of a salary, fifteen days, or such lesser number of days as is prescribed, after the last day of the second pay period next following the pay period in which Her Majesty is bound by the garnishee summons; or

(i) le traitement payable le dernier jour de la deuxième période de paye qui suit celle au cours de laquelle le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté,

(ii) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, le traitement payable le dernier jour de chaque période de paye subséquente;

b) dans le cas d'une rémunération visée à l'alinéa 5b) :

(i) la rémunération qui incombe au ministère ou à la société d'État mentionnée dans la demande prévue à l'article 6, à compter du quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté,

(ii) l'une des rémunérations suivantes :

(A) la rémunération qui incombe à ce ministère ou à cette société d'État, dans les trente jours suivant le quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté et dont le terme est échu ce quinzième jour ou arrive à échéance dans les quatorze jours suivant ce quinzième jour,

(B) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, la rémunération qui incombe à ce ministère ou à cette société d'État postérieurement au quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté.

27. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. Sa Majesté dispose, pour comparaître, des délais suivants :

a) dans le cas d'un traitement, quinze jours — ou le délai plus court prévu par les règlements d'application — à compter du dernier jour de la deuxième période de paye suivant celle durant laquelle le bref de saisie-arrêt lui devient opposable;

Time period for Her Majesty's response to a garnishee summons

Délai imparti à Sa Majesté pour comparaître

(b) in the case of remuneration described in paragraph 5(b), fifteen days, or such lesser number of days as is prescribed, after the day on which the remuneration is garnished.

28. Subsection 11(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Where, in honouring a garnishee summons, Her Majesty, through error, pays to a debtor by way of salary or remuneration an amount in excess of the amount that Her Majesty should have paid to that debtor, the excess becomes a debt due to Her Majesty by that debtor and may be recovered from the debtor at any time by set-off against future moneys payable to the debtor as salary or remuneration.

29. Section 18 of the Act is replaced by the following:

18. (1) Subject to this Division, service on the Senate, House of Commons or Library of Parliament of a garnishee summons, together with a copy of the judgment or order against the debtor and an application in the prescribed form, binds the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, fifteen days after the day on which those documents are served.

(2) A garnishee summons served on the Senate, House of Commons or Library of Parliament is of no effect unless it is served on the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, in the first thirty days following the first day on which it could have been validly served on the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be.

30. Sections 20 to 22 of the Act are replaced by the following:

21. For the purposes of garnishment proceedings permitted by this Division, service of a garnishee summons is binding in respect of the following money to be paid to the debtor named in the garnishee summons:

- (a) in the case of a salary,
- (i) the salary to be paid on the last day of the second pay period next following the

b) dans le cas d'une rémunération visée à l'alinéa 5b), quinze jours — ou le délai plus court prévu par les règlements d'application — à compter du jour suivant celui où la rémunération fait l'objet de la saisie-arrêt.

28. Le paragraphe 11(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsque Sa Majesté, en obtempérant à un bref de saisie-arrêt, a, par erreur, versé à un débiteur, à titre de traitement ou de rémunération, une somme supérieure à celle qui aurait dû lui être versée, le trop-perçu constitue une créance de Sa Majesté sur ce débiteur, qui peut être recouvrée par compensation avec les versements à venir afférents au traitement ou à la rémunération de celui-ci.

29. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

18. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, le bref de saisie-arrêt, accompagné de la demande présentée en la forme réglementaire et de la copie du jugement ou de l'ordonnance visant le débiteur, devient opposable au Sénat, à la Chambre des communes ou à la bibliothèque du Parlement, selon le cas, quinze jours après la signification de ces documents.

(2) Le bref de saisie-arrêt ne produit ses effets que s'il a été signifié au Sénat, à la Chambre des communes ou à la bibliothèque du Parlement, selon le cas, dans les trente jours suivant la date à compter de laquelle il pouvait valablement l'être.

30. Les articles 20 à 22 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

21. Pour les besoins de toute procédure de saisie-arrêt prévue par la présente section, la signification au Sénat, à la Chambre des communes ou à la bibliothèque du Parlement, selon le cas, du bref de saisie-arrêt frappe d'indisponibilité les sommes suivantes dont l'un ou l'autre est redevable envers le débiteur mentionné dans le bref :

- a) dans le cas d'un traitement :

Recovery of overpayment to debtor

Recouvrement du trop-perçu

Service binds the Senate, House of Commons or Library of Parliament

Opposabilité au Sénat, à la Chambre des communes ou à la bibliothèque du Parlement

When service is effective

Date d'effet

Moneys bound by service of garnishee summons

Sommes frappées d'indisponibilité par la signification du bref de saisie-arrêt

pay period in which the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, is bound by the garnishee summons, and

(ii) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, the salary to be paid on the last day of each subsequent pay period; or

(b) in the case of remuneration described in paragraph 17(b),

(i) the remuneration payable on the fifteenth day following the day on which the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, is bound by the garnishee summons, and

(ii) either

(A) any remuneration becoming payable in the thirty days following the fifteenth day after the day on which the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, is bound by the garnishee summons that is owing on that fifteenth day or that becomes owing in the fourteen days following that fifteenth day, or

(B) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, any remuneration becoming payable subsequent to the fifteenth day after the day on which the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, is bound by the garnishee summons.

22. The Senate, House of Commons or Library of Parliament has the following time period within which to respond to a garnishee summons:

(a) in the case of a salary, fifteen days, or such lesser number of days as is prescribed, after the last day of the second pay period next following the pay period in which the Senate, House of Commons or Library of Parliament is bound by the garnishee summons; or

(b) in the case of remuneration described in paragraph 17(b), fifteen days, or such lesser number of days as is prescribed, after the

(i) le traitement payable le dernier jour de la deuxième période de paye qui suit celle au cours de laquelle le bref de saisie-arrêt lui devient opposable,

(ii) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, le traitement payable le dernier jour de chaque période de paye subséquente;

b) dans le cas d'une rémunération visée à l'alinéa 17b) :

(i) la rémunération qui lui incombe, à compter du quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt lui devient opposable,

(ii) l'une des rémunérations suivantes :

(A) la rémunération qui lui incombe, dans les trente jours suivant le quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt lui devient opposable et dont le terme est échu ce quinzième jour ou arrive à échéance dans les quatorze jours suivant ce quinzième jour,

(B) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, la rémunération qui lui incombe postérieurement au quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt lui devient opposable.

22. Le Sénat, la Chambre des communes ou la bibliothèque du Parlement dispose, pour comparaître, des délais suivants :

a) dans le cas d'un traitement, quinze jours — ou le délai plus court prévu par les règlements d'application — à compter du dernier jour de la deuxième période de paye suivant celle durant laquelle le bref de saisie-arrêt lui devient opposable;

b) dans le cas d'une rémunération visée à l'alinéa 17b), quinze jours — ou le délai plus court prévu par les règlements d'application — à compter du jour suivant celui où la rémunération fait l'objet de la saisie-arrêt.

Time period
to respond to
a garnishee
summons

Délai imparti
pour
comparaître

day on which the remuneration is garnished.

31. Subsection 23(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Where, in honouring a garnishee summons, the Senate, House of Commons or Library of Parliament, through error, pays to a debtor by way of salary or remuneration an amount in excess of the amount that it should have paid to that debtor, the excess becomes a debt due to the Senate, House of Commons or Library of Parliament, as the case may be, by that debtor and may be recovered from the debtor at any time by set-off against future moneys payable to the debtor as salary or remuneration.

32. (1) The definitions “application”, “financial support order” and “recipient” in subsection 32(1) of the Act are replaced by the following:

“application” means, except in subsection 35.1(2), sections 35.3 and 35.4, subsection 41(2) and paragraph 46(c), a request in writing to the Minister for a diversion of a pension benefit under this Part, containing the prescribed information, accompanied by a certified copy of the financial support order on which the application is based and any prescribed additional documentation;

“financial support order” means, subject to subsection (2), an order or judgment for maintenance, alimony or support, including an order or judgment for arrears of payments, made pursuant to the *Divorce Act*, chapter D-8 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Divorce Act* or pursuant to the laws of a province relating to family financial support or the enforcement of family financial support;

“recipient” means

(a) in respect of a pension benefit referred to in any of paragraphs (a) to (g) of the definition “pension benefit”, a person to whom the pension benefit is immediately payable, but does not include a person whose entitlement to the pension benefit is based on his or her status as a surviving spouse or surviving

31. Le paragraphe 23(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsque le Sénat, la Chambre des communes ou la bibliothèque du Parlement, en obtempérant à un bref de saisie-arrêt, a, par erreur, versé à un débiteur, à titre de traitement ou de rémunération, une somme supérieure à celle qui aurait dû lui être versée, le trop-perçu constitue une créance du Sénat, de la Chambre des communes ou de la bibliothèque du Parlement sur ce débiteur, qui peut être recouvrée par compensation avec les versements à venir afférents au traitement ou à la rémunération de celui-ci.

32. (1) Les définitions de « ordonnance de soutien financier », « prestataire » et « requête », au paragraphe 32(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« ordonnance de soutien financier » Sous réserve du paragraphe (2), ordonnance alimentaire ou décision au sujet des aliments, y compris leurs arrérages, rendues en application de la *Loi sur le divorce*, chapitre D-8 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou de la *Loi sur le divorce* ou du droit provincial de la famille, y compris le droit en matière d'exécution.

« prestataire »

a) Dans le cas de la prestation de pension mentionnée à l'un des alinéas a) à g) de la définition de « prestation de pension », la personne à qui une pension est directement allouée, à l'exclusion de toute personne dont le droit à une prestation de pension découle de sa qualité de conjoint ou d'enfant survivant de la personne qui originellement y avait droit ou qui y aurait droit si elle était vivante;

b) dans le cas de la prestation de pension mentionnée à l'alinéa h) de la définition de « prestation de pension », la personne qui a droit à celle-ci.

« requête » À l'exception des cas prévus au paragraphe 35.1(2), aux articles 35.3 ou

Recouvrement du trop-perçu

L.R., ch. 3 (2^e suppl.), art. 29

« ordonnance de soutien financier »
“financial support order”

« prestataire »
“recipient”

« requête »
“application”

Recovery of overpayment to debtor

R.S., c. 3 (2nd Supp.), s. 29

“application”
« requête »

“financial support order”
« ordonnance de soutien financier »

“recipient”
« prestataire »

child of the person who was originally entitled to the pension benefit or would have been entitled to it had death not intervened, or

(b) in respect of a pension benefit referred to in paragraph (h) of the definition “pension benefit”, a person who is entitled to the pension benefit.

R.S., c. 3 (2nd Supp.), s. 29

(2) The definition “pension benefit” in subsection 32(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (f), by adding the word “or” at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph (g):

(h) transfer value

33. Section 35 of the Act is replaced by the following:

35. No diversion of pension benefits under this Part shall be made unless the amount to be diverted is at least

(a) twenty-five dollars per annum, in the case of periodic diversion payments; or

(b) twenty-five dollars, in the case of a lump sum diversion payment.

Conditions for diversion of pension benefits

Where pension benefit not immediately payable — *Public Service Superannuation Act*

35.1 (1) Where a person against whom there is a valid and subsisting financial support order

(a) has ceased to be employed in the Public Service,

(b) is not a recipient but has exercised an option for a deferred annuity under section 12 or 13 of the *Public Service Superannuation Act* or is entitled to exercise an option for a deferred annuity under either of those sections, and

(c) has reached 50 years of age but has not yet reached 60 years of age,

a person entitled to support under the financial support order may apply for an order under subsection (2) to any court in Canada that has jurisdiction to make a financial support order.

35.4, au paragraphe 41(2) et à l’alinéa 46c), la demande écrite, présentée au ministre aux fins de distraction des prestations de pension sous le régime de la présente partie, contenant les renseignements réglementaires et accompagnée d’une copie certifiée conforme de l’ordonnance de soutien financier sur laquelle est fondée la requête et de tout autre document réglementaire.

(2) La définition de « prestation de pension », au paragraphe 32(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l’alinéa g), de ce qui suit :

h) valeur de transfert.

33. L’article 35 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

35. La distraction des prestations de pension ne peut se faire sous le régime de la présente partie que si le montant à distraire est d’au moins :

a) vingt-cinq dollars par an en cas de distraction comportant des versements périodiques;

b) vingt-cinq dollars en cas de distraction consistant en un versement global.

35.1 (1) La personne qui a droit à des aliments au titre d’une ordonnance de soutien financier valide et exécutoire peut demander au tribunal canadien compétent en matière d’ordonnance de soutien financier de rendre, en vertu du paragraphe (2), une ordonnance à l’égard de l’intéressé visé par l’ordonnance de soutien financier si les conditions suivantes sont réunies :

a) l’intéressé a cessé d’être employé dans la fonction publique;

b) l’intéressé n’est pas un prestataire, mais il a opté pour une pension différée au titre des articles 12 ou 13 de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, ou a le droit de le faire;

c) l’intéressé a atteint l’âge de 50 ans, sans avoir atteint l’âge de 60 ans.

L.R., ch. 3 (2^e suppl.), art. 29

Requête aux fins de distraction de prestations de pension

Prestations de pension non immédiatement payables — *Loi sur la pension de la fonction publique*

Order

(2) A court to whom an application is made under subsection (1) may make an order deeming the person against whom there is a valid and subsisting financial support order to have exercised an option under section 12 or 13 of the *Public Service Superannuation Act* in favour of an annual allowance payable as of the date of the making of the order under this subsection if the court is satisfied that

(a) there is an extended pattern of non-payment of the financial support order; and

(b) the person making the application has taken reasonable steps to enforce the financial support order through other means.

Effect of order

35.2 An order made under subsection 35.1(2) shall be deemed for all purposes to have the same effect as if the person to whom the order relates had exercised the option referred to in the order.

Provision of information

35.3 On application by a person entitled to support under a valid and subsisting financial support order, the Minister shall, in accordance with the regulations, provide the person with the prescribed information concerning any matter related to the making of an application under subsection 35.1(1).

Application may be made by provincial enforcement service

35.4 An application under subsection 35.1(1) or section 35.3 may be made on behalf of a person by any other person or by a provincial enforcement service, within the meaning of section 2 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*.

34. Section 36 of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (e), by adding the word “or” at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (f):

(g) where the recipient and the applicant are domiciled outside Canada and are ordinarily resident outside Canada, the amount to be diverted shall be the amount required to satisfy the financial support order, up to a maximum of fifty per cent of the recipient's net pension benefit.

35. (1) Paragraph 38(a) of the Act is replaced by the following:

(2) Le tribunal saisi de la demande visée au paragraphe (1) peut rendre une ordonnance selon laquelle l'intéressé est présumé avoir opté, au titre des articles 12 ou 13 de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, pour une allocation annuelle payable à compter de la date où l'ordonnance est rendue s'il est convaincu que :

a) d'une part, l'intéressé a manifesté une tendance chronique à se soustraire aux paiements prévus par l'ordonnance de soutien financier;

b) d'autre part, le demandeur a pris des mesures raisonnables pour exécuter l'ordonnance de soutien financier par d'autres moyens.

35.2 L'ordonnance rendue au titre du paragraphe 35.1(2) est présumée valoir option par l'intéressé.

35.3 À la demande de la personne qui a droit à des aliments au titre d'une ordonnance de soutien financier valide et exécutoire, le ministre lui communique, conformément aux règlements, les renseignements réglementaires sur tout point relatif à la demande visée au paragraphe 35.1(1).

35.4 La demande visée au paragraphe 35.1(1) ou à l'article 35.3 peut être présentée par un mandataire ou par une autorité provinciale au sens de l'article 2 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*.

34. L'article 36 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

g) si le prestataire et le requérant sont domiciliés à l'étranger et résident habituellement à l'étranger, le montant est celui qui est nécessaire à l'exécution de l'ordonnance, jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de la prestation nette de pension du prestataire.

35. (1) L'alinéa 38a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ordonnance

Effets de l'ordonnance

Communication de renseignements

Demande présentée par une autorité provinciale

(a) the periodic component of the financial support order shall be dealt with in accordance with the rules in paragraphs 36(c) to (g); and

(2) Subparagraph 38(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) the maximum that could be diverted pursuant to paragraph (a) as a result of the application of the rules in paragraphs 36(c) to (g) exceeds the amount actually diverted pursuant to paragraph (a),

36. Paragraph 39(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) take all reasonable steps to cause payment to the recipient of any portion of the recipient's pension benefit that could be subject to diversion as a result of the application of the rules in paragraphs 36(c) to (g) to be delayed, in accordance with this section; and

37. Paragraphs 40(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) the lump sum component of the financial support order shall be dealt with in accordance with the rules in paragraphs 36(c) to (g); and

(b) where the maximum that could be diverted pursuant to paragraph (a) as a result of the application of the rules in paragraphs 36(c) to (g) exceeds the amount actually diverted pursuant to paragraph (a), then, in respect of that excess, section 39 applies, with such modifications as the circumstances require, to the periodic component of the financial support order.

38. The Act is amended by adding the following after section 40:

40.1 Notwithstanding paragraph 36(d), (f) or (g), subsection 37(2) or section 38, 39 or 40, where the financial support order is an order or judgment for arrears of payments, the amount to be diverted may exceed fifty per cent of the recipient's net pension benefit.

a) les règles visées aux alinéas 36c) à g) s'appliquent aux versements périodiques prévus par l'ordonnance de soutien financier;

(2) Le sous-alinéa 38b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) le montant maximal qui pourrait être distrait en application des règles prévues aux alinéas 36c) à g) dépasse le montant effectivement distrait en vertu de l'alinéa a),

36. L'alinéa 39(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) prend les mesures voulues pour faire reporter, conformément au présent article, le versement au prestataire de la portion de sa prestation de pension qui pourrait faire l'objet de la distraction en application des règles prévues aux alinéas 36c) à g);

37. Les alinéas 40a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) les règles prévues aux alinéas 36c) à g) s'appliquent à la somme globale prévue à l'ordonnance;

b) si le montant maximal qui pourrait être distrait en application des règles prévues aux alinéas 36c) à g) dépasse le montant effectivement distrait en vertu de l'alinéa a), l'article 39, compte tenu des adaptations de circonstance, s'applique, en ce qui concerne cet excédent, aux versements périodiques prévus par l'ordonnance de soutien financier.

38. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 40, de ce qui suit :

40.1 Par dérogation aux alinéas 36d), f) ou g), au paragraphe 37(2) et aux articles 38, 39 ou 40, le montant qui peut être distrait, dans le cas d'une ordonnance de soutien financier qui est une ordonnance ou une décision relatives à des arrérages, peut dépasser cinquante pour cent de la prestation nette du prestataire.

39. Section 46 of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) respecting the provision of information for the purposes of section 35.3;

40. The schedule to the Act is amended by adding the following after item 17:

18. *Special Retirement Arrangements Act.*

Canada Shipping Act

R.S., c. S-9;
R.S., cc. 27,
31 (1st
Suppl.), cc. 1,
27 (2nd
Suppl.), c. 6
(3rd Suppl.), c.
40 (4th
Suppl.); 1989,
cc. 3, 17;
1990, cc. 16,
17, 44; 1991,
c. 24; 1992,
cc. 1, 27, 31,
51; 1993, c.
36; 1994, cc.
24, 41; 1995,
cc. 1, 5

41. Paragraph 203(1)(a) of the *Canada Shipping Act* is replaced by the following:

(a) they are not subject to attachment or arrestment from any court, unless the attachment or arrestment is in respect of the garnishment or attachment of wages for the purpose of enforcing a support provision as defined in section 2 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*;

COMING INTO FORCE

42. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Coming into
force

39. L'article 46 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) régir la communication des renseignements visés à l'article 35.3;

40. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, après l'article 17, de ce qui suit :

18. *Loi sur les régimes de retraite particuliers.*

Loi sur la marine marchande du Canada

L.R., ch. S-9;
L.R., ch. 27,
31 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
27 (2^e
suppl.), ch. 6
(3^e suppl.),
ch. 40 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 3, 17;
1990, ch. 16,
17, 44; 1991,
ch. 24; 1992,
ch. 1, 27, 31,
51; 1993, ch.
36; 1994, ch.
24, 41; 1995,
ch. 1, 5

41. L'alinéa 203(1)a) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est remplacé par ce qui suit :

a) ils ne sont pas sujets à saisie ou à opposition devant un tribunal, sauf pour l'exécution d'une disposition alimentaire au sens de l'article 2 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*;

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE
(Section 23)ANNEXE
(article 23)SCHEDULE
(Sections 62 and 63)ANNEXE
(articles 62 et 63)

LICENCES

AUTORISATIONS

CANADIAN PASSPORT ORDER

DÉCRET SUR LES PASSEPORTS CANADIENS

Passport

Passeport

*Passport**Passport*

AERONAUTICS ACT

LOI SUR L'ÉRONAUTIQUE

Air traffic controller licence

Licence de contrôleur de la circulation aérienne

*Licence de contrôleur de la circulation aérienne**Air traffic controller licence*

Aircraft maintenance engineer licence

Licence de mécanicien navigant

*Licence de technicien d'entretien d'aéronef**Flight engineer licence*

Airline transport pilot licence — aeroplane

Licence de navigateur

*Licence de pilote de ligne — avion**Flight navigator licence*

Airline transport pilot licence — helicopter

Licence de pilote de ballon

*Licence de pilote de ligne — hélicoptère**Balloon pilot licence*

Balloon pilot licence

Licence de pilote de ligne — avion

*Licence de pilote de ballon**Airline transport pilot licence — aeroplane*

Commercial pilot licence — aeroplane

Licence de pilote de ligne — hélicoptère

*Licence de pilote professionnel — avion**Airline transport pilot licence — helicopter*

Commercial pilot licence — helicopter

Licence de pilote de planeur

*Licence de pilote professionnel — hélicoptère**Glider pilot licence*

Commercial pilot licence — ultra-light aeroplane

Licence de pilote privé — autogyre

*Licence de pilote professionnel — avion ultra-léger**Private pilot licence — gyroplane*

Flight engineer licence

Licence de pilote privé — avion

*Licence de mécanicien navigant**Private pilot licence — aeroplane*

Flight navigator licence

Licence de pilote privé — avion ultra-léger

*Licence de navigateur**Private pilot licence — ultra-light aeroplane*

Glider pilot licence

Licence de pilote privé — hélicoptère

*Licence de pilote de planeur**Private pilot licence — helicopter*

Private pilot licence — aeroplane

Licence de pilote professionnel — avion

*Licence de pilote privé — avion**Commercial pilot licence — aeroplane*

Private pilot licence — gyroplane

Licence de pilote professionnel — avion ultra-léger

*Licence de pilote privé — autogyre**Commercial pilot licence — ultra-light aeroplane*

Private pilot licence — helicopter

Licence de pilote professionnel — hélicoptère

*Licence de pilote privé — hélicoptère**Commercial pilot licence — helicopter*

Private pilot licence — ultra-light aeroplane

Licence de technicien d'entretien d'aéronef

*Licence de pilote privé — avion ultra-léger**Aircraft maintenance engineer licence*

Private pilot permit (tourist) <i>Permis de pilote privé (touriste)</i>	Permis d'élève-pilote <i>Student pilot permit</i>
Recreational pilot permit — aeroplane <i>Permis de pilote de loisir — avion</i>	Permis de pilote de loisir — avion <i>Recreational pilot permit — aeroplane</i>
Student pilot permit <i>Permis d'élève-pilote</i>	Permis de pilote privé (touriste) <i>Private pilot permit (tourist)</i>
CANADA SHIPPING ACT	
Able seaman certificate <i>Certificat de matelot qualifié</i>	Brevet de service de capitaine de bateau de pêche d'au plus 100 tonneaux de jauge brute <i>Certificate of service as master of a fishing vessel of not more than 100 tons, gross tonnage</i>
Barge supervisor, MODU/inland certificate <i>Certificat de surveillant de chaland, UMFM/eaux internes</i>	Brevet de service de capitaine de navire d'au plus 1600 tonneaux de jauge brute <i>Certificate of service as master of a ship of not more than 1600 tons, gross tonnage</i>
Barge supervisor, MODU/self-elevating certificate <i>Certificat de surveillant de chaland, UMFM/auto élévatrice</i>	Brevet et État du service en mer <i>Certificate and Statement of Sea Service</i>
Barge supervisor, MODU/surface certificate <i>Certificat de surveillant de chaland, UMFM/surface</i>	Certificat d'adjoint de la salle des machines <i>Engine-room assistant certificate</i>
Bridge watchman certificate <i>Certificat d'homme de quart à la passerelle</i>	Certificat de capitaine au long cours <i>Master mariner certificate</i>
Certificate and Statement of Sea Service <i>Brevet et État du service en mer</i>	Certificat de capitaine avec restrictions <i>Master, limited certificate</i>
Certificate of service as master of a fishing vessel of not more than 100 tons, gross tonnage <i>Brevet de service de capitaine de bateau de pêche d'au plus 100 tonneaux de jauge brute</i>	Certificat de capitaine de pêche, deuxième classe <i>Fishing master, second-class certificate</i>
Certificate of service as master of a ship of not more than 1600 tons, gross tonnage <i>Brevet de service de capitaine de navire d'au plus 1600 tonneaux de jauge brute</i>	Certificat de capitaine de pêche, première classe <i>Fishing master, first-class certificate</i>
Chemical tanker, level 1 certificate <i>Certificat de transporteur de produits chimiques, niveau 1</i>	Certificat de capitaine de pêche, quatrième classe <i>Fishing master, fourth-class certificate</i>
Chemical tanker, level 2 certificate <i>Certificat de transporteur de produits chimiques, niveau 2</i>	Certificat de capitaine de pêche, troisième classe <i>Fishing master, third-class certificate</i>
Chief engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien en chef, navire à moteur</i>	Certificat de capitaine, navire à vapeur d'au plus 350 tonneaux de jauge brute ou remorqueur, voyage local <i>Master, steam ship of not more than 350 tons, gross tonnage or tug, local voyage</i>
Chief engineer, motor-driven fishing vessel certificate <i>Certificat d'officier mécanicien en chef, bateau de pêche à moteur</i>	Certificat de capitaine, voyage intermédiaire <i>Master, intermediate voyage certificate</i>
Chief engineer, steamship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien en chef, navire à vapeur</i>	Certificat de capitaine, voyage local <i>Master, local voyage certificate</i>
Continued proficiency certificate <i>Certificat de maintien des compétences</i>	Certificat de compétence en dérive magnétique <i>Proficiency in compass deviation certificate</i>
Electrician certificate <i>Certificat d'électricien</i>	Certificat de compétence en embarcations de sauvetage <i>Proficiency in survival craft certificate</i>
Engine-room assistant certificate <i>Certificat d'adjoint de la salle des machines</i>	Certificat de compétence en embarcations de sauvetage avec restrictions <i>Restricted proficiency in survival craft certificate</i>
	LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

Engine-room rating certificate <i>Certificat de matelot de la salle des machines</i>	Certificat de compétence en pétroliers <i>Proficiency in oil tankers certificate</i>
First mate, intermediate voyage certificate <i>Certificat de premier officier de pont, voyage intermédiaire</i>	Certificat de compétence en transporteurs de gaz liquéfié <i>Proficiency in liquefied gas tankers certificate</i>
First mate, limited certificate <i>Certificat de premier officier de pont avec restrictions</i>	Certificat de compétence en transporteurs de produits chimiques <i>Proficiency in chemical tankers certificate</i>
First mate, local voyage certificate <i>Certificat de premier officier de pont, voyage local</i>	Certificat de cuisinier de navire <i>Ship's cook certificate</i>
First-class engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de première classe, navire à moteur</i>	Certificat de directeur d'installation extracôtière, UMFM/auto élévatrice <i>Offshore installation manager, MODU/self-elevating certificate</i>
First-class engineer, steamship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de première classe, navire à vapeur</i>	Certificat de directeur d'installation extracôtière, UMFM/eaux internes <i>Offshore installation manager, MODU/inland certificate</i>
Fishing master, first-class certificate <i>Certificat de capitaine de pêche, première classe</i>	Certificat de directeur d'installation extracôtière, UMFM/surface <i>Offshore installation manager, MODU/surface certificate</i>
Fishing master, fourth-class certificate <i>Certificat de capitaine de pêche, quatrième classe</i>	Certificat d'électricien <i>Electrician certificate</i>
Fishing master, second-class certificate <i>Certificat de capitaine de pêche, deuxième classe</i>	Certificat de maintien des compétences <i>Continued proficiency certificate</i>
Fishing master, third-class certificate <i>Certificat de capitaine de pêche, troisième classe</i>	Certificat de matelot qualifié <i>Able seaman certificate</i>
Fourth-class engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de quatrième classe, navire à moteur</i>	Certificat de matelot de la salle des machines <i>Engine-room rating certificate</i>
Fourth-class engineer, steamship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de quatrième classe, navire à vapeur</i>	Certificat de pétroliers, niveau 1 <i>Oil tanker, level 1 certificate</i>
Liquefied gas tanker, level 1 certificate <i>Certificat de transporteur de gaz liquéfié, niveau 1</i>	Certificat de pétroliers, niveau 2 <i>Oil tanker, level 2 certificate</i>
Liquefied gas tanker, level 2 certificate <i>Certificat de transporteur de gaz liquéfié, niveau 2</i>	Certificat de premier officier de pont, voyage intermédiaire <i>First mate, intermediate voyage certificate</i>
Maintenance supervisor, MODU/self-elevating certificate <i>Certificat de surveillant de la maintenance, UMFM/auto élévatrice</i>	Certificat de premier officier de pont, voyage local <i>First mate, local voyage certificate</i>
Maintenance supervisor, MODU/surface certificate <i>Certificat de surveillant de la maintenance, UMFM/surface</i>	Certificat de premier officier de pont avec restrictions <i>First mate, limited certificate</i>
Master, intermediate voyage certificate <i>Certificat de capitaine, voyage intermédiaire</i>	Certificat de surveillant de chaland, UMFM/auto élévatrice <i>Barge supervisor, MODU/self-elevating certificate</i>
Master, limited certificate <i>Certificat de capitaine avec restrictions</i>	Certificat de surveillant de chaland, UMFM/eaux internes <i>Barge supervisor, MODU/inland certificate</i>
Master, local voyage certificate <i>Certificat de capitaine, voyage local</i>	Certificat de surveillant de chaland, UMFM/surface <i>Barge supervisor, MODU/surface certificate</i>
Master mariner certificate <i>Certificat de capitaine au long cours</i>	Certificat de surveillant de la maintenance, UMFM/auto élévatrice <i>Maintenance supervisor, MODU/self-elevating certificate</i>

Master, steam ship of not more than 350 tons, gross tonnage or tug, local voyage <i>Certificat de capitaine, navire à vapeur d'au plus 350 tonneaux de jauge brute ou remorqueur, voyage local</i>	Certificat de surveillant de la maintenance, UMFM/surface <i>Maintenance supervisor, MODU/surface certificate</i>
MODU certificate <i>Certificat UMFM</i>	Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de gaz liquéfié <i>Supervisor of a liquefied gas transfer operation certificate</i>
Offshore installation manager, MODU/inland certificate <i>Certificat de directeur d'installation extracôtière, UMFM/eaux internes</i>	Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de pétrole <i>Supervisor of an oil transfer operation certificate</i>
Offshore installation manager, MODU/self-elevating certificate <i>Certificat de directeur d'installation extracôtière, UMFM/auto élévatrice</i>	Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de pétrole, eaux de l'Arctique (au nord de 60°00' N.) <i>Supervisor of an oil transfer operation in Arctic waters (north of 60°00' N) certificate</i>
Offshore installation manager, MODU/surface certificate <i>Certificat de directeur d'installation extracôtière, UMFM/surface</i>	Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de produits chimiques <i>Supervisor of a chemical transfer operation certificate</i>
Oil tanker, level 1 certificate <i>Certificat de pétroliers, niveau 1</i>	Certificat de transporteur de gaz liquéfié, niveau 1 <i>Liquefied gas tanker, level 1 certificate</i>
Oil tanker, level 2 certificate <i>Certificat de pétroliers, niveau 2</i>	Certificat de transporteur de gaz liquéfié, niveau 2 <i>Liquefied gas tanker, level 2 certificate</i>
Proficiency in chemical tankers certificate <i>Certificat de compétence en transporteurs de produits chimiques</i>	Certificat de transporteur de produits chimiques, niveau 1 <i>Chemical tanker, level 1 certificate</i>
Proficiency in compass deviation certificate <i>Certificat de compétence en dérive magnétique</i>	Certificat de transporteur de produits chimiques, niveau 2 <i>Chemical tanker, level 2 certificate</i>
Proficiency in liquefied gas tankers certificate <i>Certificat de compétence en transporteurs de gaz liquéfié</i>	Certificat d'homme de quart à la passerelle <i>Bridge watchman certificate</i>
Proficiency in oil tankers certificate <i>Certificat de compétence en pétroliers</i>	Certificat d'officier de pont de quart de navire <i>Watchkeeping mate, ship certificate</i>
Proficiency in survival craft certificate <i>Certificat de compétence en embarcations de sauvetage</i>	Certificat d'officier de pont de quart de navire avec restrictions <i>Restricted watchkeeping mate, ship certificate</i>
Restricted engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien avec restrictions, navire à moteur</i>	Certificat d'officier de pont de quart, UMFM/auto élévatrice <i>Watchkeeping mate, MODU/self-elevating certificate</i>
Restricted proficiency in survival craft certificate <i>Certificat de compétence en embarcations de sauvetage avec restrictions</i>	Certificat d'officier de pont de quart, UMFM/eaux internes <i>Watchkeeping mate, MODU/inland certificate</i>
Restricted watchkeeping mate, ship certificate <i>Certificat d'officier de pont de quart de navire avec restrictions</i>	Certificat d'officier de pont de quart, UMFM/surface <i>Watchkeeping mate, MODU/surface certificate</i>
Seafarer's Identity Document <i>Pièce d'identité des gens de mer</i>	Certificat d'officier mécanicien avec restrictions, navire à moteur <i>Restricted engineer, motor ship certificate</i>
Second engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien en second, navire à moteur</i>	Certificat d'officier mécanicien de deuxième classe, navire à moteur <i>Second-class engineer, motor ship certificate</i>
Second engineer, steamship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien en second, navire à vapeur</i>	Certificat d'officier mécanicien de deuxième classe, navire à vapeur <i>Second-class engineer, steamship certificate</i>
Second-class engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de deuxième classe, navire à moteur</i>	

Second-class engineer, steamship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de deuxième classe, navire à vapeur</i>	Certificat d'officier mécanicien de première classe, navire à moteur <i>First-class engineer, motor ship certificate</i>
Ship's cook certificate <i>Certificat de cuisinier de navire</i>	Certificat d'officier mécanicien de première classe, navire à vapeur <i>First-class engineer, steamship certificate</i>
Supervisor of a chemical transfer operation certificate <i>Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de produits chimiques</i>	Certificat d'officier mécanicien de quart, bateau de pêche à moteur <i>Watchkeeping engineer, motor-driven fishing vessel certificate</i>
Supervisor of a liquefied gas transfer operation certificate <i>Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de gaz liquéfié</i>	Certificat d'officier mécanicien de quatrième classe, navire à moteur <i>Fourth-class engineer, motor ship certificate</i>
Supervisor of an oil transfer operation certificate <i>Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de pétrole</i>	Certificat d'officier mécanicien de quatrième classe, navire à vapeur <i>Fourth-class engineer, steamship certificate</i>
Supervisor of an oil transfer operation in Arctic waters (north of 60°00'N) certificate <i>Certificat de surveillant d'opérations de transbordement de pétrole, eaux de l'Arctique (au nord de 60°00' N.)</i>	Certificat d'officier mécanicien de troisième classe, navire à moteur <i>Third-class engineer, motor ship certificate</i>
Third-class engineer, motor ship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de troisième classe, navire à moteur</i>	Certificat d'officier mécanicien de troisième classe, navire à vapeur <i>Third-class engineer, steamship certificate</i>
Third-class engineer, steamship certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de troisième classe, navire à vapeur</i>	Certificat d'officier mécanicien en chef, bateau de pêche à moteur <i>Chief engineer, motor-driven fishing vessel certificate</i>
Watchkeeping engineer, motor-driven fishing vessel certificate <i>Certificat d'officier mécanicien de quart, bateau de pêche à moteur</i>	Certificat d'officier mécanicien en chef, navire à moteur <i>Chief engineer, motor ship certificate</i>
Watchkeeping mate, MODU/inland certificate <i>Certificat d'officier de pont de quart, UMFM/eaux internes</i>	Certificat d'officier mécanicien en chef, navire à vapeur <i>Chief engineer, steamship certificate</i>
Watchkeeping mate, MODU/self-elevating certificate <i>Certificat d'officier de pont de quart, UMFM/auto élévatrice</i>	Certificat d'officier mécanicien en second, navire à moteur <i>Second engineer, motor ship certificate</i>
Watchkeeping mate, MODU/surface certificate <i>Certificat d'officier de pont de quart, UMFM/surface</i>	Certificat d'officier mécanicien en second, navire à vapeur <i>Second engineer, steamship certificate</i>
Watchkeeping mate, ship certificate <i>Certificat d'officier de pont de quart de navire</i>	Certificat UMFM <i>MODU certificate</i>
	Pièce d'identité des gens de mer <i>Seafarer's Identity Document</i>